



# Altahaloof

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT

Numero1, Nov.2019



**Son Altesse Royale  
Prince Mohammed ben Salman ben Abdulaziz  
La volonté de 41 pays s'unit  
pour combattre le terrorisme**



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ  
مِنْ جِهَةِ الْجَيْشِ الْإِسْلَامِيِّ  
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM

# Altahalouf

Numéro1, Nov.2019

**Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT**



Département Général de la  
Planification et de la Coordination

---

### **Superviseur général**

**Le Major général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi**

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

---

### **Rédacteur en chef**

**Le Colonel Hassan Al-Amri**

Directeur du Département de la Planification et de la Coordination

---

### **Conception, réalisation et édition**

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



---

**Communiquer avec le Magazine par courrier électronique**

magazine@imctc.org

---

**Son Altesse Royale  
Prince Mohammed ben  
Salman ben Abdulaziz**

Prince Héritier  
Vice-Président du Conseil des  
Ministres et Ministre de la  
Défense  
Président du Conseil des  
Ministres de la Défense de la  
Coalition

**La volonté de 41 pays  
s'unit pour combattre  
le terrorisme**



4

**Le Programme de  
réhabilitation des  
extrémistes  
en Somalie**  
entre désengagement  
et éradication de  
l'extrémisme



12

# Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le  
Centre de la CIMCT



Département Général de la  
Planification et de la Coordination

Numéro1, Nov.2019

**Conditions de publication:**

- Le matériel envoyé doit être au cœur du thème du magazine (combattre le terrorisme) et lié à l'une de ses quatre sections: intellectuelle, médias, financement du terrorisme et militaire.
- Le matériel doit être authentique, objectif et novateur; d'un curriculum, d'une langue et d'un style sains.
- Dans le matériel de recherche, il est impératif d'engager de la documentation, en attribuant les citations à leurs propriétaires, les emprunts à leurs sources; et en fournissant des preuves des sources de données.
- Le matériel doit être rédigé dans l'une des

trois langues: Arabe, anglais ou français.

- Le matériel ne doit pas avoir été publié par quelque moyen que ce soit, sous forme imprimée ou électronique, même en changeant le titre ou en procédant au moindre changement.
- Le matériel ne doit pas provenir d'une recherche ou d'un livre, que ce soit de l'écrivain lui-même ou d'autres.
- S'il apparaît que le matériel soumis a déjà été publié, nous ne procéderons pas au paiement de sa rémunération et l'auteur sera privé de la participation à nouveau.
- Le matériel que nous nous excusons de



## Stratégie des Nations Unies contre le terrorisme

6



18

**Entre risques et opportunités possibles...** Les défis du terrorisme dans la région du **G5**



24

**Boko Haram et les défis de la confrontation**



28

**Indice Mondial de la Paix 2019**



**Héritage de la terreur noire**  
Les familles de Daech: victimes ou criminels?

30



**La Jordanie**  
face au terrorisme  
Approches militaires, d'autres douces

36



**Blanchiment d'argent et financement du terrorisme**

40

publier n'est pas nécessairement faible. Les excuses peuvent porter sur des considérations techniques ou autres, telles que le cas où nous avons déjà publié un article sur le même sujet... L'auteur en sera informé.

- Le comité éditorial a le droit de disposer du matériel soumis, de l'abréger, le modifier, le corriger et l'évaluer, sans préjudice à l'essence du sujet ni à ses idées principales.
- L'auteur a le droit de republier son contenu de la manière qui lui convient, à condition qu'il déclare explicitement que ce contenu a déjà été publié dans le Magazine de la Coalition.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de re-

publier le contenu de quelque manière que ce soit, par voie électronique ou dans des publications indépendantes.

- Le Magazine de la Coalition a le droit de traduire le contenu dans n'importe quelle langue et de le republier dans ces langues.
- Le matériel envoyé est informatisé avec le programme Word, (Arabe Traditionnel), mesure 18 pour l'arabe, avec notes de bas de page et sources, le cas échéant, à la fin de l'article, avec les caractères romains (New Roman), mesure 14, pour l'anglais ou le français.
- Il est préférable de transcrire les versets coraniques tirés du texte du Coran en calligra-

phie ottomane, en les mettant entre crochets et en mentionnant le nom de la sourate et le numéro du verset.

- Il est souhaitable de joindre des images illustratives liées à l'article. Les images doivent être tirées de sites de photos spécialisés et non de journaux et de magazines.
- Curriculum Vitae de l'auteur doit être joint à l'article, quand il participe pour la première fois, y compris notamment: Prénom, nationalité, pays de résidence, spécialisation, emploi actuel, productions scientifiques et culturelles, adresse électronique, numéro de compte bancaire et photo récente de première entrée.





# **Son Altesse Royale Prince Mohammed ben Salman ben Abdulaziz**

Prince Héritier

Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre de la Défense

Président du Conseil des Ministres de la Défense de la Coalition

## **La volonté de 41 pays s'unit pour combattre le terrorisme**

✿ Les crimes terroristes auxquels le monde est confronté menacent de graves dangers, leur affrontement est devenu un choix irréversible.

Il s'agit d'une guerre à long terme, à multiples moyens et à vastes champs; le terrorisme n'étant plus limité à une zone géographique ou à un groupe national spécifique. Il ne connaît désormais pas de frontières, et aucune région n'est à l'abri de ses maux.

Sensibiliser le public aux dangers du terrorisme et le rejeter à l'unanimité en l'éliminant, ne suffisent pas. Il faut en réalité, forger des alliances entre les pays pour atteindre cet objectif, ce que nous avons fait dans le cadre de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme où 41 états se sont réunis pour vaincre le terrorisme, protéger leurs peuples, préserver leur sécurité et s'acquitter de leurs responsabilités envers la communauté internationale.

Il ne fait aucun doute que l'émergence, la survie et la persistance de groupes terroristes nécessitent un appui important de fonds et d'armes, ainsi que des abris et refuges, des installations et une logistique; ce qui a permis à certains groupes et régimes extrémistes d'appliquer leurs plans et d'atteindre leurs objectifs. Ils y voient d'autant plus, une guerre à faible coût dans laquelle ils déplacent leurs armes et leurs agents pour semer le chaos et saper nations et sociétés.

Notre monde civilisé n'acceptera guère une telle conduite et saura tôt ou tard, éradiquer ce fléau grâce à la coopération internationale et aux accords bilatéraux et collectifs dans lesquels les pays du monde s'engageront à rejeter le terrorisme et à l'incriminer, à assécher ses sources de financement et à n'accorder aucune forme de protection ou d'asile aux terroristes, dans leur pays.





# Stratégie des Nations Unies contre le terrorisme



**Le** terrorisme est un phénomène mondial qui ne connaît pas de frontières. Il s'est étendu aux six continents, faisant 81418 morts en 2017 et causant la même année selon le rapport de l'Indice Mondial du Terrorisme 2018 (Global Terrorism Index - GTI 2018), des pertes économiques directes de 52 milliards de dollars, outre les pertes indirectes telles que le coût de la lutte anti-terroriste... qui se sont élevées à 5900 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis pour la période allant de 2001 à 2018, selon le projet sur (le coût de la guerre: "Cost of War") de l'Université (Ivy League), sans parler des dommages causés aux activités économiques, à l'investissement, au tourisme et au transfert des ressources aux dépenses de sécurité.

Un défi de cette ampleur impose une approche internationale globale qui coordonnerait les efforts et soutiendrait le potentiel, ce que l'ONU a cherché à réaliser par le biais d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme. Dans sa résolution 60/288, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité le 8 Septembre 2006, la Stratégie Mondiale des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. La stratégie consistait en une résolution et un plan d'action d'accompagnement, qui constituait un instrument mondial unique pour améliorer les efforts déployés aux niveaux national, régional et international pour lutter contre le terrorisme. C'était la première fois que tous les États membres s'accordaient sur une approche stratégique unifiée pour lutter contre le terrorisme. La stratégie fut officiellement lancée le 19 Septembre de la même année, lors d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée Générale.

**La stratégie adopte une approche globale de la lutte contre le terrorisme comprenant quatre grands piliers:**

1. Mesures visant à remédier aux conditions propices à la propagation du terrorisme.
2. Mesures de prévention et de lutte contre le terrorisme.
3. Mesures visant à renforcer la capacité des États à prévenir le terrorisme, à le combattre et à renforcer le rôle du système des Nations Unies à cet égard.
4. Mesures visant à garantir le respect des droits de l'homme pour tous et la primauté du droit en tant que pilier fondamental contre le terrorisme.

La publication de la stratégie intitulée «Union contre le terrorisme: Recommandations pour une stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme» fait suite aux recommandations du

rapport du Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée Générale du 27 avril 2006.

La décision de publier la stratégie stipulait que l'Assemblée Générale devait évaluer tous les deux ans «les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie et envisager de l'actualiser pour répondre aux changements».

**Le plan d'action annexé à la stratégie comprenait l'engagement des États membres des Nations Unies à prendre des mesures antiterroristes:**

I. Condamner le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations avec constance, sans équivoque et avec vigueur, quels qu'en soient les auteurs, quels qu'en soient les objectifs, quels qu'en soient le lieu et le but, au motif qu'il constitue l'une des menaces les plus graves à la paix et à la sécurité internationales.

II. Prendre des mesures urgentes pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en particulier:

une convention générale sur le terrorisme international et la conclure.

B) Mettre en œuvre toutes les résolutions de l'Assemblée Générale sur les efforts visant à éliminer le terrorisme international, ainsi que ses résolutions pertinentes sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

C) Mettre en œuvre toutes les résolutions du Conseil de Sécurité sur le terrorisme international et coopérer pleinement avec les organes subsidiaires du Conseil de Sécurité chargés de la lutte antiterroriste dans l'exercice de leurs mandats.

III. Reconnaître que la coopération internationale et toutes les mesures prises par les États pour prévenir et combattre le terrorisme doivent être compatibles avec les obligations qui leur incombent, en vertu du droit international, notamment la Charte des Nations Unies et les conventions et protocoles internationaux applicables, en particulier le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le



A) Envisager d'adhérer sans délai aux conventions et protocoles internationaux existants sur la lutte antiterroriste et à leur mise en œuvre, et ne ménager aucun effort pour parvenir à

droit international humanitaire. Plusieurs organismes des Nations Unies ont assuré le suivi de cette stratégie, notamment le Groupe de travail sur la lutte antiterrorisme,

créé un an avant la publication de la Stratégie, composé de 38 entités, chacune apportant une contribution conforme à son mandat. En juin 2014, les activités des entités du Groupe de travail ont été compilées sur la base du rapport du Secrétaire général sur «Les activités du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre

du Conseil de sécurité des Nations Unies, joue un rôle clé en aidant les pays à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer leurs capacités juridiques et institutionnelles de lutte contre les activités terroristes (Pilier III de la Stratégie).

Bien que la responsabilité de la mise en œuvre de la stratégie globale incombe au premier chef aux États

er II), afin d'aider les États membres à renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre de projets de lutte contre le terrorisme dans le monde, conformément à la Stratégie mondiale. Dans sa résolution 2129 (2013), le Conseil de sécurité a approuvé les travaux du Centre et son rôle dans le renforcement des capacités des États membres.



le terrorisme des Nations Unies», présenté à l'Assemblée générale le 11 avril 2014.

En 2001, le Comité pour Contrer le Terrorisme du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CTC) a été créé en tant que l'un des organismes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme. Fondée en 2017, l'UNOCT est un organe des Nations Unies chargé de traiter les problèmes de lutte contre le terrorisme contenu dans la stratégie.

Le Comité, composé des 15 membres

membres, les organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme s'emploient à répondre aux besoins des États membres, à leur apporter un soutien politique, à diffuser une connaissance approfondie de la stratégie et à accélérer la fourniture de l'assistance technique, le cas échéant.

Le Centre de lutte antiterrorisme a été créé en 2011 conformément à la recommandation contenue dans la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (Pili-

Le 15 juin 2017, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution n° 291/71 portant création du Bureau des Nations Unies pour contrer le terrorisme (UNOCT) en remplacement de l'équipe d'experts. Vladimir Ivanovich Voronkov a été nommé le 21 juin 2017 Secrétaire Général adjoint du Bureau des Nations Unies pour contrer le terrorisme, chargé de superviser le Groupe de travail et le Centre de lutte contre le terrorisme. Le bureau de lutte contre le terrorisme est chargé des fonctions princi-



pales suivantes:

- Diriger les efforts de lutte contre le terrorisme à travers le mandat donné par l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- Renforcer la coordination et la cohérence entre les 38 entités du Pacte mondial de lutte contre le terrorisme (anciennement l'Équipe spéciale de mise en œuvre de la lutte contre le terrorisme) afin de garantir une mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie des Nations Unies contre le terrorisme.
- Renforcer l'assistance fournie par les Nations Unies aux États Membres pour renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme.
- Améliorer la visibilité, le plaidoyer et la mobilisation des ressources pour les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies.
- Veiller à ce que la priorité soit donnée à la lutte contre le terrorisme dans l'en-

semble du système des Nations Unies et à ce que d'importants efforts visant à prévenir l'extrémisme violent soient fermement ancrés dans la stratégie.

- Établir des relations étroites avec les organes du Conseil de sécurité et les États Membres et renforcer les partenariats existants et en développement, grâce à des voyages réguliers et à la participation à des réunions consacrées à la lutte contre le terrorisme. L'Office des Nations Unies pour contrer le terrorisme publie un périodique mensuel qui surveille son travail dans la mise en œuvre de la stratégie (la revue du Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme UN-OCT IN REVIEW). Le numéro d'août 2019 du Bulletin révélait la formation de 1010 personnes à 45 ateliers de lutte contre le terrorisme de janvier à août 2019, ainsi que 13 réunions d'experts et 10 missions techniques en août, dans le cadre du quatrième

pilier de la stratégie.

En application de la résolution établissant la stratégie, l'Assemblée Générale des Nations Unies se réunit tous les deux ans pour examiner (réexaminer) la stratégie et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette stratégie. L'Assemblée Générale a procédé lors d'une réunion les 4 et 5 Septembre 2008, à son premier examen de la Stratégie.

La réunion s'est achevée par l'adoption à l'unanimité de la résolution 62/272, qui comportait 14 points, y compris l'affirmation que la responsabilité de la mise en œuvre de la stratégie incombait principalement aux États Membres, soulignant la nécessité de renforcer le rôle des Nations Unies et d'appeler les États membres à faire tout leur possible pour conclure une convention générale sur le terrorisme international et à souligner l'importance du renforcement de la coopéra-



tion internationale dans la lutte contre le terrorisme.

Lors de son deuxième examen de la stratégie en septembre 2010, dans sa résolution 279/62, l'Assemblée Générale a exhorté les États membres, l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes à redoubler d'efforts pour appliquer la Stratégie de manière intégrée et globale; et a appelé les entités des Nations Unies impliquées dans le soutien de la lutte contre le terrorisme à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, les libertés fondamentales et le respect de la légalité et de l'état de droit dans le contexte de la lutte antiterroriste. Le 1er juillet 2016, l'Assemblée Générale des Nations Unies a procédé au cinquième examen de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et a adopté la résolution

291/70 contenant 72 recommandations relatives aux quatre piliers de la stratégie, y compris de souligner l'importance de maintenir la faisabilité de la stratégie et son actualisation, à la lumière des menaces émergentes et des tendances changeantes du terrorisme international, et de charger le Secrétaire général d'examiner, en consultation avec l'Assemblée Générale, la capacité du système des Nations Unies d'aider les États membres à mettre en œuvre la Stratégie de manière équilibrée.

Lors du sixième examen en juin 2018, de la stratégie; le dernier à ce jour, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution 284/72, qui contenait 85 recommandations relatives aux quatre piliers de la stratégie, **notamment:**

- **Souligner l'importance de mettre en œuvre tous les piliers de la stratégie de manière intégrée et équilibrée et**

**redoubler d'efforts pour tenir compte de ces piliers,**

- Inviter les États qui ne sont pas devenus parties aux conventions et protocoles existants contre le terrorisme, à y adhérer,
- Appeler les États membres à redoubler d'efforts pour s'attaquer aux conditions propices à la propagation du terrorisme,
- Garder à l'esprit que le terrorisme ne sera pas vaincu par la force militaire, les mesures de maintien de l'ordre et les opérations de renseignement,
- Encourager les États membres à associer les communautés locales et les acteurs non étatiques à l'élaboration de stratégies de lutte contre l'extrémisme violent,
- Établir des mécanismes pour attirer les jeunes afin de promouvoir une culture de la paix, de la tolérance et du dialogue interculturel et interreligieux.

# Le Programme de réhabilitation des extrémistes en Somalie

## Entre désengagement et éradication de l'extrémisme

■ La Rédaction

L'extrémisme est devenu une source de panique et d'instabilité dans de nombreux pays et communautés du monde entier. De nos jours, la nécessité de contenir les extrémistes et les terroristes par le biais de programmes spéciaux, s'est accrue. Leur réhabilitation pour se réintégrer dans leurs sociétés après s'être désengagés des groupes au sein desquels ils étaient actifs constituerait un pas en avant vers l'éradication de l'extrémisme et l'instauration de la sécurité et de la paix au lieu de la violence et du terrorisme.

Les initiatives concernant les prisons et les centres de détention et de réhabilitation des extrémistes sont devenues courantes ces dernières années et se sont multipliées dans des pays tels que l'Indonésie, le Nigeria, les Philippines, l'Arabie Saoudite, Singapour et le Yémen. Cependant, les centres de réhabilitation (logements semi-ouverts) d'anciens extrémistes impliqués dans des actes de violence de faible intensité sont relativement rares. L'un des exemples les plus marquants et les plus réussis: le Centre Serendi en Somalie, dont l'expérience a été incluse dans le rapport publié par l'Institut royal britannique des services unifiés et des études de sécurité et de défense (RUSI) de Londres, un institut

indépendant fondé en 1831. Il s'agit de l'une des institutions intellectuelles les plus anciennes au monde, qui soient spécialisées dans les domaines de la défense et de la sécurité et qui publient des analyses, des recherches et des études scientifiques pour répondre aux défis de sécurité.

Les points les plus saillants de ce rapport de James Khalil, Rory Brown, Chris Chant, Peter Oloow et Nick Wood comprennent l'exploration de la mesure dans laquelle ce type de centre pourrait être reproduit dans d'autres contextes similaires, ainsi que l'expérience de réadaptation en Somalie et les enseignements tirés.

**Le centre de réadaptation de Serendi** a été créé en 2012 dans la capitale so-



maliennne, Mogadiscio, et fait partie du département de la Sécurité intérieure. En 2015, il était dirigé par l'équipe internationale d'appui à la réadaptation (Adam Smith International RST), qui fournit un soutien technique, des conseils et un renforcement des capacités. Le Centre emploie 57 employés somaliens dans diverses disciplines: administrateurs, travailleurs sociaux, enseignants, imams, formateurs professionnels, entraîneurs sportifs et médecins.

### Le Programme national d'éradication de l'extrémisme

Depuis 1991, la Somalie est prisonnière de la guerre civile entre diverses factions et entités majeures aspirant à créer un État. Les plus organisés et les plus influents de ces groupes sont les groupes islamiques, en particulier à la lumière de l'effondrement des institutions de l'État, y compris l'armée nationale et les forces de police.

Des efforts internationaux intenses ont été déployés au cours des trois dernières décennies, afin de stabiliser le pays et reconstruire des institutions nationales capables de fournir l'ordre et des services publics; ainsi que les institutions des gouvernements nationaux basés à Mogadishu, sous les auspices de divers acteurs de la communauté internationale.

Le Centre de réadaptation de Serendi est l'une de ces institutions. Il fournit un soutien aux jeunes impliqués dans la violence (Al-Shabaab), qui avaient précédemment adhéré au Mouvement des moudjahidines somaliens et s'en étaient volontairement retirés. Ces jeunes ont fini par condamner l'idéologie du groupe et ne sont plus perçus comme une menace future pour la sécurité publique. Le Centre s'emploie à les réinsérer dans la société, dans le cadre de la stratégie globale du gouvernement fédéral somalien et de ses partenaires internationaux

visant à contrer le mouvement et à éradiquer le terrorisme.

Entre 2015 et 2018, Serendi a été progressivement transformé malgré les défis, en centre de carrière, en termes de conditions et de services, offrant **un programme basé sur cinq fondements principaux**:

**1. Communication:** Divers organismes nationaux et internationaux se sont engagés dans des campagnes de sensibilisation visant à encourager le désengagement des groupes extrémistes et terroristes, en ciblant les membres de mouvements et d'organisations soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs familles et de leaders de la communauté. Ces campagnes comprennent l'annonce d'une amnistie basée sur des personnalités politiques de haut niveau, ainsi que de campagnes à la radio et à la télévision, de sites Internet, de publications papier et d'autres moyens disponibles.

**2. Accueil:** identification des mécanismes d'accueil des membres Al-Shabaab; de la façon de les gérer et la nécessité de prendre en compte leur sécurité, leurs droits fondamentaux et l'accélération du processus de leur transfert le plus tôt possible vers l'hébergement dans le centre de réadaptation.

**3. Dépistage:** Le programme national définit la méthode de dépistage que doit suivre le personnel des centres de réadaptation pour classer les individus en fonction du niveau de risque. Cette procédure détermine si les personnes doivent être dirigées vers des tribunaux militaires ou un centre de réadaptation.

**4. Réadaptation:** établissement de normes communes pour les services fournis dans les centres de réadaptation, en particulier: enseignement et formation professionnels, soutien psychosocial et accès aux familles. Il existe quatre centres officiels à Moga-

discio, Baidoa, Kismayo et Beledwein.

**5. Réintégration:** en apportant l'aide nécessaire aux personnes ayant suivi le programme de réadaptation à s'intégrer dans la société, ce qui comprend diverses mesures, notamment l'emploi, la facilitation des moyens de subsistance, les services financiers et les transferts.

Les services fournis au centre sont classés en fonction des besoins et de la situation de chaque résident. La durée du séjour est de six ou sept mois et ne doit pas dépasser un an. Les logements sont semi-ouverts et les bénéficiaires ont le droit de prendre un congé de fin de semaine et sont encouragés à le faire. Les résidents ont également le droit de se désabonner du programme à volonté. Le programme de réhabilitation a été achevé par 241 bénéficiaires qui ont quitté le centre conformément aux procédures de sortie officielles. 62 autres y vivent encore.

Ce programme fait cependant face à un certain nombre de défis qui doivent être gérés avec habileté, en vue de maintenir l'élan de ses résultats face aux mouvements terroristes en Somalie. **Les plus importants de ces défis sont:**

- Soutien de l'État: les donateurs devraient tenir compte de la volonté des acteurs gouvernementaux de soutenir les programmes de désengagement. Certains organismes gouvernementaux s'étant opposés à l'idée de réhabiliter les extrémistes violents, soit parce qu'ils s'opposent à récompenser les auteurs d'actes de violence, soit parce qu'ils croient que nombre d'entre eux retourneront éventuellement à Al-Shabaab. Cette opposition limite sans aucun doute la capacité des acteurs gouvernementaux à mettre en œuvre des programmes de réhabilitation: les donateurs doivent veiller à ce que les



différentes sources de financement du gouvernement soient compatibles, tout en maintenant une stratégie internationale commune pour soutenir les efforts des centres de réhabilitation.

- Considérations relatives à la sécurité: les centres de réadaptation, leurs détenus et leur personnel sont attaqués par des groupes extrémistes violents. Plus le succès du programme est grand, plus ces groupes risquent d'être exposés à la menace de façon existentielle.

Les attaques prennent différentes formes, notamment des frappes directes dans les centres, ciblant les membres de la famille et le personnel, et agressant les détenus le week-end. Dans cet esprit, les décideurs nationaux et internationaux devraient déterminer s'il est possible d'identifier des sites suffisamment sûrs pour les centres de réadaptation. Les donateurs doivent également veiller à ce qu'un financement budgétaire adéquat soit fourni pour des raisons de sécurité.

- Acceptation de la communauté: Il ne fait aucun doute que le rejet du programme par la communauté risque de saper le processus de réintégration en Somalie, comme dans d'autres environnements de conflit. Il n'est donc point surprenant que l'idée de vivre aux côtés de ceux ayant commis des atrocités dans le passé soit rejetée, puisque beaucoup de ces communautés sont des victimes directes de la violence. Il est également possible que les membres de la communauté reprochent aux extrémistes violents de recevoir une éducation de base et une formation professionnelle, ce qui peut leur accorder un avantage concurrentiel par rapport à ceux n'ayant pas été impliqués dans cette violence! Il serait donc important que les décideurs prennent en charge consultations communautaires, mécan-



ismes de réconciliation et campagnes d'éducation, sur les avantages de ces programmes. Les donateurs devraient considérer que l'opposition du public peut être assez forte pour rendre de telles initiatives impossibles ou inefficaces à certains endroits.

#### **Désengagement ou éradication?**

Le concept de désengagement est

largement interprété en termes de comportement, souvent en relation avec la sortie d'un individu d'une organisation. Le désengagement survient lorsqu'un individu renonce à adhérer à une organisation terroriste et refuse de se soumettre au régime imposé à ses militants. Cette compréhension n'est toutefois pas



problématique dans certains contextes: le concept d'appartenance à une organisation particulière peut être ambigu, notamment dans les cas où le groupe concerné n'adopte aucune procédure de recrutement formelles. Contrairement au désengagement, combattre et éliminer l'extrémisme peut être perçu comme un processus social et psychologique qui entraîne un changement des convictions et des attitudes, ce qui réduit l'engagement de l'individu à croire que la participation personnelle à la violence est nécessaire. Si le désengagement est avant tout un processus de changement de comportement, la recherche de l'extrémisme cherche quand à elle, des adaptations cognitives. C'est là où s'impose le débat:

Le désengagement est-il une priorité, une mesure comportementale ou une éradication de l'extrémisme, ou s'agit-il d'une mesure psychosociale? Les interventions visant à rompre avec la violence auront probablement plus de succès dans la réalisation de leurs objectifs.

À Serendi, il n'est pas question de tenter de changer les croyances et opinions extrêmes du prisonnier, l'on cherche plutôt à le faire renoncer à la

violence pour atteindre ses objectifs. Sur cette base, de nombreux commentateurs renommés suggèrent que la programmation devrait accorder la priorité au désengagement plutôt qu'à l'éradication de l'extrémisme, le dernier objectif étant l'objectif ultime.

Il est à noter que la plupart des détenus à Sirinde ne se sont pas engagés dans l'extrémisme pour des raisons idéologiques, mais pour d'autres raisons psychologiques et sociales. Un grand nombre de détenus ont admis qu'ils étaient motivés à rejoindre Al-Shabaab parce qu'ils avaient besoin d'argent. Certains d'entre eux ont ajouté qu'ils avaient emprunté cette voie à la lumière des perspectives de moyens de subsistance décentes, le mouvement de la jeunesse ayant aidé les moudjahidines à se marier et à subvenir aux besoins de la vie. D'autres ont prétendu que le but de l'adhésion n'était autre que de chercher l'aventure ou de s'offrir des opportunités de visiter de nouveaux endroits! En revanche, ils ont eu tendance à rompre avec l'organisation car leurs salaires étaient souvent insuffisants en raison d'obligations familiales, parce que les conditions de vie étaient mauvaises; parce qu'ils ne voulaient

plus risquer leur vie à moindre coût; ou par dégoût des exactions abominables commises par Al-Shabaab, qui ciblaient surtout les civils! Un ancien membre de l'unité de police a à titre d'exemple, exprimé ses remords pour une affaire dans laquelle Al-Shabaab a coupé la main d'un enfant qui a volé du pain!

Des changements positifs dans l'appareil d'État ont contribué en partie à certains désengagements de groupes violents, comme le démontrent certaines études menées en 2017. Il semblerait d'ailleurs, que le sentiment d'engagement de la famille était la motivation la plus importante pour se désengager d'Al-Shabaab, malgré les incitations économiques, sociales, sécuritaires, psychologiques et sociales.

Les efforts visant à réhabiliter les membres d'Al Shabaab ayant été volontairement démis de leurs fonctions dans le cadre du programme national s'appuient sur l'amnistie annoncée par le président somalien en avril 2017. La portée de ces déclarations n'est toutefois pas claire: elles sont formulées oralement par le bureau du président et non définies avec précision dans un cadre politique et

juridique. La nature informelle des amnisties constitue de son côté, un problème en termes de manque de précision; ce qui rend difficile la définition des critères d'éligibilité et des droits associés à ce processus pour les dissidents potentiels, les acteurs des forces de sécurité et les autres parties prenantes concernées. Il existe de nombreux appels en faveur d'une politique d'amnistie claire dans un cadre juridique.

### Activités du programme de réadaptation

L'équipe de Serendi investit dans diverses activités de désengagement par le biais de l'éducation de base, de la formation professionnelle, du soutien psychosocial, des activités de reconnexion familiale, etc. L'équipe accorde également une attention particulière à l'extrémisme, à travers l'éducation civique, religieuse et politique et les séances d'orientation organisées par les imams du centre. Les bénéficiaires reçoivent tout au long du processus de réadaptation, un soutien psychologique, social et mental intensif en fonction des besoins, ainsi qu'un soutien dédié et réactif pour la gestion des cas.

Le centre comprend un certain nombre d'installations de loisirs: un terrain de football en gazon synthétique, un terrain de basket-ball et une bibliothèque de livres en somali et en anglais. Des entraîneurs professionnels supervisent régulièrement des jeux réunissant invités, personnel du centre et gardes. Les bénéficiaires assistent et participent à des cours d'enseignement et de formation professionnels. Ils participent également à des initiatives d'acquisition des compétences appropriées pour des opportunités d'emploi adaptées aux besoins et aspirations de chacun. Tout cela contribue à l'amélioration de la

santé mentale, psychologique et physique des détenus incarcérés par des groupes extrémistes.

Les cours comprennent des matières standard telles que: les langues somali, arabe et anglais, les mathématiques, les sciences, l'histoire et les études sociales. Ces cours sont conformes au programme national. En plus de la formation professionnelle qui comprend des cours de soudure, de mécanique automobile et de couture. Il est possible d'élargir ces domaines aux installations électriques, à l'éducation à la conduite, à la menuiserie, à l'agriculture et aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

Il existe en outre, des initiatives dites «d'acquisition de compétences psychosociales» qui incluent la vie civique, religieuse et politique, ainsi que des cours de développement personnel, tels que les compétences entrepreneuriales, la formation aux droits de l'homme, l'hygiène personnelle, ainsi que des activités récréatives organisées et des activités de base de reconnexion qui facilitent l'accès aux familles et aux clans et aident à localiser les individus renvoyés des groupes extrémistes. Les résidents profitent également d'un soutien psychosocial non spécialisé qui fournit solutions et conseils en matière de travail d'équipe, avec des assistants sociaux qualifiés et des prestataires de soins de santé publics.

En raison du taux élevé de motivation matérielle pour le recrutement dans le Mouvement de la jeunesse moudjahidine, l'équipe du programme fait de la réintégration économique un objectif clé, en tenant compte de la réalité du chômage chronique en Somalie. La réintégration économique a ensuite été entreprise en diversifiant les moyens de subsistance formels et informels: fabriquer du charbon de bois en

brûlant des arbres, amener le produit sur le marché, travailler dans la construction, enseigner le Coran, conduire des véhicules pour transporter des personnes ou des biens, ainsi que d'importants produits de base tels que les aliments et les boissons... En plus d'encourager le travail dans le commerce. Les réseaux familiaux et sociaux ont eu un impact décisif, en permettant aux détenus de trouver des opportunités appropriées pour un revenu acceptable.

Tous ces efforts collectifs visent à la fois le désengagement et l'éradication de l'extrémisme, réduisant ainsi les chances de retour à la violence. Ils cherchent également à obtenir des changements positifs et à reconstruire les perceptions sur d'autres sujets de préoccupation, tels que l'armée nationale somalienne, la communauté internationale, les principes de la démocratie et l'illégalité de la violence.

Dans ce rapport, les chercheurs recommandent d'étudier la possibilité de reproduire ce type de programme dans d'autres contextes similaires, d'autant plus que les centres de réadaptation pour anciens extrémistes qui se livrent à des actes de violence de faible intensité tels que Serendi sont encore relativement rares. Bien qu'il n'existe pas de formule accessible pour identifier les environnements appropriés, il convient de prendre en compte les facteurs favorisant l'association à des mouvements violents, allant de facteurs matériels et économiques aux conditions sociales et psychologiques, en passant par la recherche d'un sens à la vie. Comprendre et connaître ces facteurs peut aider à élaborer des programmes individuels qui peuvent désengager des individus de mouvements extrémistes et violents dans différentes régions du monde.

Entre **risques**  
et **opportunités**  
possibles...

# Les défis du terrorisme dans la région du **G5**

■ Dr Ghalib A. Al-Zamil\*

- Chercheur académique

La désintégration de la structure solide de Daech et sa fragmentation en groupes restreints ou confinés dans l'espace envoient un puissant message sur la capacité de vaincre le terrorisme et d'éliminer ses groupes. En dépit de ces messages positifs au niveau mondial, certaines régions voient dans la dispersion et la fragmentation de ces organisations une menace à leur sécurité nationale et régionale; le cours des événements ayant conduit à l'arrivée d'éléments de l'organisation dans cette zone peu structurée, notamment en matière de contrôle des frontières.

Outre le risque de fuite d'éléments de l'organisation, la menace la plus importante pour les pays de la région est l'existence d'organisations multiples qui se chevauchent; et dont la fusion entre elles a accru la gravité.

Si certaines organisations terroristes ont réussi à s'infiltrer dans des pays et des sociétés, à compromettre la sécurité et la stabilité et à y recruter des adeptes, la réalité est que nous devons rechercher de nouvelles approches pour les affronter et les éradiquer.

Ces lignes reflètent la réalité du terrorisme dans la région du Sahel et l'expérience du G5 dans sa lutte contre le terrorisme par des politiques communes

et des efforts concrets visant à réduire ses risques et à en atténuer les effets dévastateurs à tous les niveaux.

### **Organisations terroristes au Sahel**

La région du Sahel est l'un des secteurs les plus importants où la menace du terrorisme et du crime organisé a augmenté au cours de la première décennie de ce siècle. Le niveau de paix dans les pays de la région a évolué vers davantage de conflits, avec la participation de multiples groupes extrémistes. Le nombre d'organisations terroristes a augmenté pour atteindre plus de 64, actives en Afrique. Il convient de noter le grand nombre d'organisa-

tions et leur volonté de préserver leur identité et de ne pas être impliquées dans le creuset de grandes organisations transnationales telles que l'EI et Al-Qaïda.

mars 2015, du dirigeant de Boko Haram Abu Bakr Shikaw à Abu Bakr al-Baghdadi. Ceci n'a cependant pas duré plus d'un an car, l'EIL n'a pas tardé à isoler Abu Bakr Shikaw en août 2016, et le remplacer par Abou Moussab al-Barnawi, porte-parole officiel du mouvement et fils de son fondateur, Muhammad Yusuf.

À la suite du rejet de cette décision par Shikaw et de son adhésion au mouvement Boko Haram, la branche fut divisée en deux parties: l'une dirigée par Barnawi avec environ 3 500 combattants et l'autre par Shikaw avec près d'un millier de combattants.

Le mouvement s'est davan-

nord de Borno dans le bassin du lac Tchad.

En mars 2019, les conflits se sont aggravés après l'éviction d'Abou Moussab al-Barnawi et la désignation d'Abou Abdullah Omar al-Barnawi à sa place. Les partisans ont attribué cette mesure à l'accusation d'Al-Barnawi d'être trop (modéré), du fait qu'il ait concentré ses attaques sur des sites militaires, contrairement à Boko Haram, dont les attaques ne font pas la différence entre cibles civiles et militaires. La branche du Sahara (ÉI du Sahara) a émergé suite à l'allégeance du porte-parole du Mouvement Tawhid et Jihad en Afrique de l'Ouest et membre de



Des soldats de Daech qui se sont rendus suite à la chute de leur dernier bastion (Baghuz) en Syrie

Le mouvement s'est davan-

### **1. Daech Afrique**

L'état de l'Afrique de l'Ouest est né après l'allégeance en

tage divisé au cours des trois dernières années et Shikaw s'est installé dans l'État de Borno (à l'est du Nigéria,) où se trouve la forêt Sampia, cœur historique du mouvement. Les partisans de Barnawi ont étendu leurs activités au

l'organisation Al-Murabit-en d'Al-Qaïda, Abou Walid al-Sahrawi, au chef de Daech Abu Bakr al-Baghdadi. Laquelle allégeance a conduit à l'isolement de Sahraoui et de ses partisans de l'organisation (Al-murabitin). L'activité de cette



branche se limite au triangle frontalier Mali-Burkina Faso-Niger. La plupart de ses opérations ciblait des postes frontières, mais la plus importante était la tentative infructueuse d'assaut d'une prison dans la capitale nigérienne, Niamey, à la mi-octobre 2016.

## 2. Al-Qaïda au Maghreb islamique

La branche de l'organisation remonte au Groupe salafiste algérien pour la prédication et le combat (GSPC), qui a officiellement déclaré en 2006, son affiliation à al-Qaïda et s'est par la suite appelé Organisation Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Il était dirigé par Abdelmalek Droukhal, surnommé Abu Musab Abdelwadoud. Le chef Mokhtar Belmokhtar

a repris le groupe dans la région du Sahara, frontalière avec le Mali et le Niger, avant de s'en retirer. Cette branche est la principale source d'appui logistique pour les groupes terroristes opérant en Afrique de l'Ouest.

## 3. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

Quatre groupes extrémistes opérant dans la région du Sahel ont annoncé en mars 2017, leur fusion en une seule entité organisationnelle, la « Nusrat al-Islam wal Muslimeen » (groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans) dirigé par Iyad Ghali. Le groupe veut se positionner comme un acteur dominant face à l'influence croissante de l'EI et renforcer sa capacité à contrer les efforts du

gouvernement dans les pays du Sahel.

Nusrat al-Islam wal Muslimeen a annoncé son allégeance au dirigeant d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, à Abou Moussab al-Wadud, Émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, et à Hibatullah Akhundzadeh, Émir des Taliban.

## Groupe des cinq pays du Sahel

Face à la recrudescence des activités terroristes et à la menace croissante qui se concrétise d'un jour à l'autre, cinq pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad) ont manifesté leur volonté de constituer en 2014 le Groupe de cinq pays du Sahel, pour établir l'année suivante une force commune de 5000 soldats et

les déployer dans trois zones frontalières situées à l'ouest entre la Mauritanie et le Mali, dans les zones frontalières communes entre le Niger et le Tchad à l'est et entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso dans la région centrale. Le but de ces forces est de combattre les attaques de militants extrémistes contre le Mali et les États voisins et d'en poursuivre les auteurs de l'autre côté de la frontière. Chacun du G5 du Sahel s'est engagé à 10 millions d'euros. Malgré ces efforts, leur succès nécessite toujours un soutien international considérable, ce qu'a confirmé le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, avertissant que la force combinée du G5 ne suffisait pas pour



arrêter la propagation du terrorisme en Afrique de l'Ouest, qu'il était indispensable de mettre en place une réponse collective plus résolue et que la communauté internationale trouve les moyens de le soutenir pleinement. Il a regretté de ne pas avoir été en mesure de répondre à la demande des États du Groupe d'inclure leurs forces conjointes au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Lors du récent sommet africain au Niger, le pays hôte a appelé les pays participants à adopter l'idée de former une coalition internationale pour lutter contre Boko Haram en Afrique, à l'instar de la coalition internationale contre ISIS. Les conclusions et recomman-

dations formulées à la fin du sommet ont néanmoins été en deçà des attentes.

#### Soutien international au G5 du Sahel

La communauté internationale a apporté son soutien au G5, l'UE apportant une contribution de 100 millions d'euros à la force militaire et 8 milliards d'euros pour soutenir le développement du Sahel entre 2014 et 2020. Un sommet s'est tenu à Bruxelles en 2018 avec 60 délégations internationales, dont 25 chefs d'État et de gouvernement, pour faire pression afin d'obtenir un soutien politique et militaire à la force du G5 et de fournir les fonds nécessaires à son lancement, estimés à 250 millions d'euros, puis au moins 60. Millions d'euros par an.

Le soutien saoudien pour financer la guerre contre le terrorisme dans la ré-

gion du Sahel, est le plus généreux, le Royaume a fait un don de 200 millions d'euros en deux versements. L'appui des États-Unis est évident dans les domaines du ren-

seignement et de l'appui logistique, ainsi que dans la coordination de la sécurité de la Force opérationnelle multinationale conjointe dirigée par l'Afrique, composée du Niger, Nigéria, Tchad, Bénin et Cameroun, qui se bat contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. La France a mené le rôle le plus important sur le champ de bataille et est intervenue militairement au Mali en 2012, puis a entamé dans la région une opération militaire sous le nom de (Barkhan), mais n'a pas été en mesure de lutter seule contre le terrorisme. Elle a rapidement lancé une initiative visant à former une force militaire conjointe des armées du G5 Sahel et a organisé à cette fin en décembre 2017, le Sommet de Paris.

#### Obstacles aux forces du Sahel

Parmi les obstacles les plus

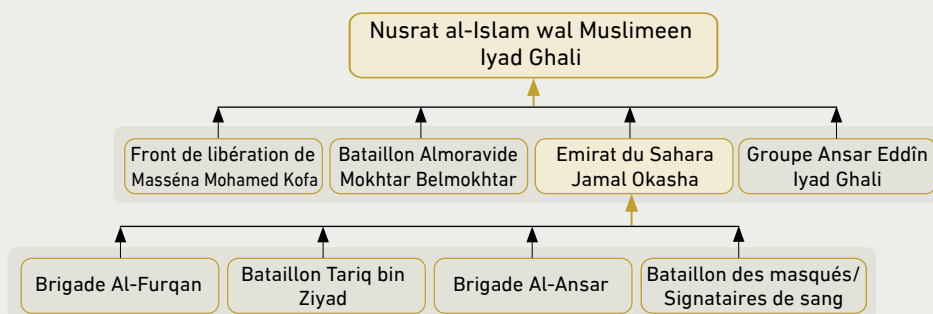
#### 1. Financement

Les cinq pays participant à la force ne disposent pas des moyens financiers pour compléter le financement nécessaire, ce qui les place face à un défi de taille qui affecte leur avenir. De nombreux pays ont fourni un financement généreux, l'Arabie saoudite (200 millions d'euros), suivie de l'UE (100 millions), des États-Unis (60 millions), de la France (58 millions), Émirats arabes unis (30 millions), en plus d'autres pays.

#### 2. Préoccupations

Des réserves régionales et internationales vis-à-vis de cette force militaire ont émergé, notamment:

A- Le veto des États-Unis au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies ayant empêché les Nations Unies de couvrir la force. Washington a formulé une forte réserve à son sujet et a rejeté la demande du



gion du Sahel, est le plus généreux, le Royaume a fait un don de 200 millions d'euros en deux versements. L'appui des États-Unis est évident dans les domaines du ren-

seignement et de l'appui logistique, ainsi que dans la coordination de la sécurité de la Force opérationnelle multinationale conjointe dirigée par l'Afrique, composée du Niger, Nigéria, Tchad, Bénin et Cameroun, qui se bat contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. La France a mené le rôle le plus important sur le champ de bataille et est intervenue militairement au Mali en 2012, puis a entamé dans la région une opération militaire sous le nom de (Barkhan), mais n'a pas été en mesure de lutter seule contre le terrorisme. Elle a rapidement lancé une initiative visant à former une force militaire conjointe des armées du G5 Sahel et a organisé à cette fin en décembre 2017, le Sommet de Paris.

Secrétaire général du G-5 de donner à la force les moyens logistiques nécessaires.

B- L'Algérie considère cette force avec prudence: la sécurité et les activités

militaires françaises et américaines dans la région constituent une menace pour ses intérêts et son influence.

C- La réticence des pays de la région à prendre des initiatives. Certains d'entre eux ont déclaré ne pas être intéressés par la formation de forces, en raison de la réticence de l'Occident à fournir un soutien financier pour lutter contre le terrorisme.

**4. Incapacité à mener à bien des expériences de lutte contre le terrorisme dans la région, telles que les combats de l'armée mauritanienne contre les terroristes par le biais des "forces d'intervention spéciales" comprenant 200 à 300 soldats déployés en petites unités pour effectuer des missions à long terme dans le vaste désert mauritanien à la frontière avec le Mali.**

#### **Issues de la confrontation**

L'échec de la sécurité régionale face au terrorisme grandissant est devenu évident, comme en témoigne l'appel du président du Niger, Mo-

**La solution militaire n'est pas le seul recours efficace pour éliminer les organisations terroristes et mettre fin au problème du terrorisme. Elle devrait s'accompagner d'une réforme politique et d'un développement économique, ou d'une réconciliation nationale.**

hamed Youssef, à créer une coalition internationale pour éliminer les groupes terroristes. En plus de l'impasse ou du laxisme dans la confrontation, les organisations terroristes sont devenues le mouvement le plus rapide pour réaliser des fusions ou des fédérations étendues (fédération du terrorisme) visant à unifier leurs efforts et à coordonner leurs opérations dans les pays de la région. Il est à noter que des signes de coordination entre l'Etat islamique et Al-Qaida sont apparus dans la section africaine, par opposition à l'hostilité entre eux en Irak, en Syrie et en Afghanistan. Le fait que l'Etat islamique se soit infiltré et ait migré dans la région a suscité un intérêt accru pour la région et une augmentation des activités terroristes.

L'état de la force sahélienne G5 est un modèle pour un système régional qui tente de relever un défi majeur, confronté aux intersections régionales, aux rivalités internationales et aux difficultés logistiques et financières. Pour que cette force puisse entamer ses tâches et atteindre ses objectifs, il est nécessaire de créer un climat international et de parvenir à un consensus sur ses travaux selon des données acceptables, dont:

- Inclure le soutien régional aux opérations des forces du Sahel en coordination avec les voisins de la région.

- comprendre leurs préoccupations et intérêts en matière de sécurité.

- Coopérer et un convenir avec les principaux pays concernés de la région pour éviter tout conflit d'intérêts et toute perturbation des activités.

- Assurer le parapluie international et juridique de la Force et ses actions aux niveaux local et mondial.

- Obtenir les ressources et les fonds nécessaires grâce à la coordination internationale.

**L'état du G5 Sahel est un modèle de système régional qui tente de relever un défi majeur, confronté aux intersections régionales, aux rivalités internationales et aux difficultés logistiques et financières.**

- Respecter la souveraineté des États et veiller à ce qu'ils soient des partenaires dans la planification et la mise en œuvre, et pas seulement un organe subsidiaire ou exécutif.

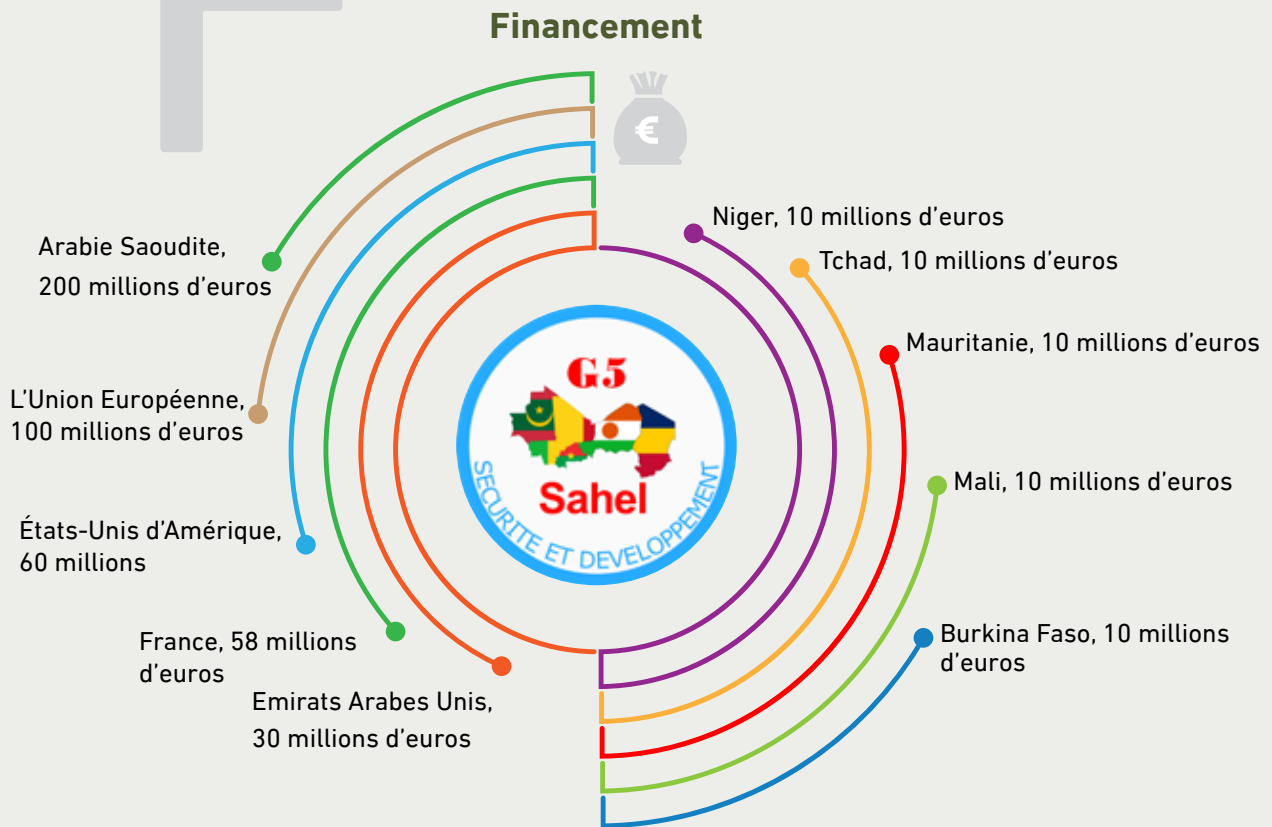
- Nécessité pour les États de la région de lancer des opérations, l'affirmation de sa souveraineté et de son rôle important dans la lutte contre le terrorisme, ainsi que la provocation de sentiments hostiles en cas d'intervention directe et brutale d'un pays étranger.

Il est important de noter qu'une solution militaire

n'est pas le seul recours efficace pour éliminer les organisations terroristes et mettre fin au problème du terrorisme, mais devrait s'accompagner de réformes politiques et d'un développement économique, ou d'une réconciliation nationale dans les zones où elle existe, afin d'éliminer les raisons de son émergence ou de sa croissance dans la communauté. En règle générale, les IDE exacerbent le problème, aggravent le conflit et accroissent la sensibilité nationale vis-à-vis des anciens gisements coloniaux. Les forces locales ou régionales des pays du Sahel doivent donc être placées au premier plan des opérations, après un soutien logistique et en formation. Il est très important que toute opération militaire soit conduite à court terme, la durée de ces opérations et la faiblesse de l'efficacité des méthodes de lutte contre le terrorisme ne se reflètent pas dans le soutien populaire susceptible de transformer ces organisations. Il est également important d'exploiter l'infiltration de l'Etat islamique dans la région en créant des divisions au sein d'organisations terroristes, en accroissant leur fragmentation et en créant un état de conflit interne dans le but de contrôler et d'exercer un pouvoir exclusif. Le conflit au sein de Boko Haram est un exemple important de cette situation.



# Force anti-terroriste pour les pays du G5 Sahel



### Zones de propagation



Entre la Mauritanie et le Mali

Entre le Niger et le Tchad

Entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso



# Boko Haram et les défis de la confrontation

■ Dr Alkhidhr Abdul Baqi Mohammed(\*)

Le premier noyau de Boko Haram a été fondé en 1995 par un jeune Hawsawi, Malam Lawal, dans le nord du Nigéria en tant qu'organisation religieuse et éducative appelée «Organisation de la jeunesse musulmane». Il a été officiellement rétabli plusieurs années plus tard, en janvier 2002, sous le nom de "Groupe Ahl al-Sunnah pour la prédication et le Jihad" et sous la direction d'un autre homme, Muhammad Yusuf. La présence physique du mouvement a cependant, commencé en 2004 après son transfert dans l'État de Yobé, à la frontière avec le Niger, où il a commencé ses opérations armées. Les médias l'appelaient "Boko Haram". Ce groupe a émergé avec la

création d'un groupe de jeunes musulmans nigériens visant à s'opposer à l'orientation vers l'éducation laïque occidentale, affirmant qu'elle est responsable de la détérioration de la situation dans le pays, en se basant sur le fait que tous les dirigeants ayant occupé des postes administratifs dans le pays sont le produit de ce type d'éducation et que les personnes impliquées dans des affaires de corruption et de fraude dans le pays, liées à leurs diverses appartenances politiques, religieuses et tribales, sont toutes diplômées des écoles laïques occidentales. Le mouvement a par conséquent, appelé à l'action par tous les moyens afin d'empêcher la diffusion de cette éducation et

- Directeur du Centre Nigérien pour la Recherche Arabe  
Cet article n'a pas encore été publié sur le site





d'arrêter les tentatives pour l'imposer aux enfants de musulmans. Le mouvement s'est appelé les Talibans du Nigéria et a soulevé son slogan lors de la première apparition organisée en 2002, pour indiquer l'existence d'un contact moral et le prolongement des idées religieuses radicales des Taliban en Afghanistan.

#### **Fonds d'écran de Boko Haram:**

Un ensemble de motivations ont conduit à l'émergence de ce groupe terroriste armé, notamment:

- L'absence d'une institution islamique dotée d'une référence scientifique significative pour entreprendre la formation de cadres œuvrant dans le domaine du travail islamique, sur les plans de l'encadrement et la qualification efficace.
- L'échec du mouvement islamique politique à fournir une alternative efficace aux problèmes de développement après l'entrée du facteur religieux en tant que variable effective dans l'arène politique africaine. Une décennie après l'adoption de la loi islamique dans plus d'une douzaine d'États du nord du Nigéria, plusieurs factions et groupes islamistes la considéraient comme un simple slogan servant de levier à des gains politiques, régionaux et personnels, et qu'aucun changement positif radical n'a eu lieu dans de nombreux aspects et fichiers. L'ampleur de la corruption, du chômage et de la pauvreté étant la même, sinon accrue. Ce développement a conduit certains d'entre eux à envisager de trouver un autre moyen de renforcer le pouvoir islamique par la force et l'utilisation d'armes.
- La tension sectaire entre les musulmans en raison des relations turbulentes et tendues qui règnent dans l'arène islamique africaine des groupes soufis, salafistes scientifiques et djihadistes, le Nigéria a été témoin d'un conflit acharné entre les deux parties. Les affrontements entre sunnites et

chiites se sont également développés visant l'assassinat des symboles des deux côtés.

- Atrophie du discours officiel islamique modéré ou son absence complète dans des dialectes appropriés à la dénomination face aux tentatives visant à saper les courants de la religion enthousiaste de la jeunesse des corps officiels et étrangers, qui a généré des réactions extrêmes à ces institutions.
- La situation politique caractérisée par un état d'agitation et de tension sur le terrain et par des raisons partisans, sectaires, tribales et autres, grâce auxquelles ce groupe a trouvé un terrain fertile pour la croissance et l'expansion sous les prétextes religieux islamiques.
- Mauvaise gestion du pluralisme tribal, régional et ethnique du Nigéria, facilitant l'utilisation et l'emploi par les exploiters dans différentes circonstances et phases.
- Le conflit agité entre musulmans et chrétiens est un autre facteur qui enflamme les éléments militants des organisations de jeunesse contre la violence armée. Dans ce conflit historique, les musulmans du plus grand pays d'Afrique souffrent malgré leur intensité numérique, d'un déni de l'éducation et d'un accès limité à la culture islamique et à la langue arabe. Leur argent est confisqué afin de les affaiblir économiquement. Des mosquées sont détruites et des églises créées sur leurs ruines, en réponse aux revendications et arguments de l'organisation. D'autre part, les activités missionnaires profitent de fournitures et d'installations administratives en échange de la répression contre les œuvres de bienfaisance islamiques, ce en quoi Boko Haram a trouvé une justification à la pratique de la violence armée en tant que devoir religieux sacré.
- Les conditions économiques et conditions de vie médiocres des citoyens,

la crise et la frustration vécues par la population en raison de la pauvreté et du sous-développement et le grand fossé qui sépare les classes, où un tiers de la population souffre de la faim, et le PIB par habitant au Nigéria ne dépasse pas 300 USD. Environ un dollar par jour pour 80% de la population, ce qui signifie que le nombre de pauvres dépasse 100 millions de personnes.

#### Facteurs externes:

Outre les facteurs internes qui ont conduit à l'émergence de Boko Haram au Nigéria, des facteurs externes y ont également contribué, notamment: L'expansion de l'Amérique occidentale et de l'Europe dans les pays africains à partir des ambitions coloniales extérieures dans leur richesse et leur emplacement stratégique; et à cet égard, les tentatives visant à imposer un contrôle direct sur la région, grâce à la présence militaire directe de ses bases sur le territoire d'un certain nombre de pays africains tels que le commandement militaire conjoint des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), dont les tâches et les objectifs comprennent l'analyse des informations et des rapports sur l'activité de groupes fondamentalistes islamiques sur le continent africain.

#### Principes intellectuels de la communauté:

Les caractéristiques intellectuelles du groupe Boko Haram reposent sur un cer-

tain nombre d'atouts et de principes, dont les plus importants sont les suivants: Travailler à la création par la force armée, d'un État islamique au Nigéria; appeler à l'application immédiate de la loi islamique et interdire le travail dans les agences gouvernementales de l'État et dans toutes les agences de sécurité, en plus de l'interdiction de l'éducation occidentale et des manifestations de la culture occidentale, avec un appel à changer le système d'éducation public du Nigéria en un système saturé d'origine arabe. Boko Haram se présente comme un défenseur de l'islam et des musulmans, ce qui génère une sorte de sympathie chez les simples musulmans envers le groupe.

#### Extension africaine du mouvement:

Depuis le début de son émergence, le mouvement Boko Haram est resté un mouvement local, mais avec le développement des événements et son suivi, il est devenu partie intégrante de l'organisation internationale Al-Qaïda, dont les membres se sont engagés à prêter allégeance à l'Organisation al-Qaïda au Maghreb Islamique et ont rejoint l'émirat du Sahara, branche internationale d'Al-Qaïda au Mali, au Niger et au Nigeria. Libye, Mauritanie et Tchad. Ces zones ont été surnommées "le grand désert de l'islam" et sont dirigées par Yahya Abu al-Hammam,

commandant de la brigade Furqan.

Le groupe a évolué en termes de qualité de ses opérations militaires armées, dans le contexte des opérations de coordination et de formation reçues par Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui ont été aidées par la nature géographique des zones où il est basé, où le désert vide et aride est difficile à surveiller, ce qui facilite le processus de pénétration. En outre, la frontière est principalement ouverte en raison du chevauchement des tribus et des conflits ethniques qui ont rendu difficile de connaître le nombre de militants de Boko Haram au Nigéria, ou le nombre de combattants al Shabaab en Somalie, ainsi que des groupes djihadistes dans la province de l'Azawad, au Mali. Selon certaines informations, les éléments des trois mouvements n'excéderaient pas avant leur apparition, les trois mille combattants. Ce nombre a sans doute doublé de manière significative, ces éléments venant du Tchad, du Niger et du Burkina Faso s'étant réunis, ainsi que d'éléments provenant des cinq pays du Maghreb.

#### Réponse du gouvernement à Boko Haram:

Les mesures officielles prises par les autorités fédérales nigérianes pour confronter Boko Haram n'ont pas été suffisantes et requises dès le départ, re-

posant uniquement sur le traitement de la sécurité et le ciblage militaire de ces éléments et de leurs sympathisants. Au fil des jours, il a compris l'importance d'adopter l'approche dans une perspective sociétale globale, en associant toutes les parties, qu'il s'agisse d'organes officiels du gouvernement ou d'institutions religieuses populaires ou autres, en élaborant un plan national global couvrant tous les aspects des aspects intellectuel, politique, économique, militaire, du renseignement, ... etc. Il a utilisé divers canaux médiatiques qui s'adressaient à la conscience du citoyen nigérian quelles que soient ses convictions philosophiques et politiques, exigeant la condamnation et la lutte contre le terrorisme, et exposant de manière explicite l'atrocité et la barbarie des crimes, suscitant le mécontentement public face au terrorisme et à l'équipe qui y adhère, en plus de contrer par le biais de la législation juridique les efforts inlassables déployés pour promulguer une loi spéciale tenant compte de tous les types d'opérations terroristes et de la coopération avec divers organes et organismes nationaux pour appliquer cette loi. Le service de sécurité nigérian mène de nombreuses opérations de sécurité contre des éléments de groupes terroristes tels que Boko Haram. Il coopère avec

les agences internationales de sécurité et de renseignement afin de réprimer les mouvements du groupe dans les pays voisins tels que le Tchad, le Niger et le Cameroun.

L'une des tentatives les plus importantes des autorités nigérianes a été l'adoption du processus de négociation, qui a répondu aux appels lancés par les pays pour ouvrir une nouvelle voie politique et faire face aux répercussions des groupes terroristes en négociant avec les éléments de ces organisations, dans une tentative de les persuader de renoncer à la violence et au terrorisme. En effet, une série de cycles de négociations ont été annoncés depuis 2010, dont certains ont abouti après un dialogue direct avec des intellectuels et des scientifiques, à des résultats positifs et au retrait de quelques-uns des dirigeants de la trajectoire violente et des comportements terroristes.

Les institutions islamiques ont également mis en place un ensemble de procédures et d'arrangements pour contrer la pensée extrémiste au moyen de mosquées, de conférences et de cours publics.

#### Gestion du dossier de Boko Haram par l'administration de Bukhari

La réponse du gouvernement au mouvement Boko Haram ainsi que les efforts des Forces multinationales (MNF-I) ont montré une

amélioration positive de la contre-offensive menée par l'armée nigériane. Les opérations terroristes ont diminué par rapport aux années précédentes, notamment avec la prise depuis 2014, du contrôle par le président Mohamed Bukhari dont l'administration a adopté, à côté d'une expérience militaire et une lecture plus approfondie, une approche sérieuse et crédible face à une augmentation massive du nombre de ses troupes: le nombre de soldats affectés aux opérations de lutte contre le terrorisme dans le nord-est du pays est passé de 3 000 en 2012 à 8 000 en 2013, pour atteindre ensuite 20 000 en 2014, et passer à 25 000

ment humain, et à traiter les problèmes et questions les plus importants qui ont constitué le point de départ pour rejoindre les mouvements d'extrémisme et de violence, tels que la pauvreté, la marginalisation, l'isolement.

Le processus de confron-

au début de 2015, et à 40 000 à 50 000, en 2017. En conséquence, l'armée nigériane a eu quelques succès dans sa lutte contre le groupe, tuant ses membres, détruisant les bases des rebelles, perturbant ses réseaux logistiques et libérant des otages.

Le gouvernement fédéral a également négocié et payé une rançon pour la libération de 103 filles enlevées de l'école de Chebok en 2017, de 104 autres filles enlevées de l'école de Dabshi en 2018 et a offert une amnistie aux éléments repentants de Boko Haram.

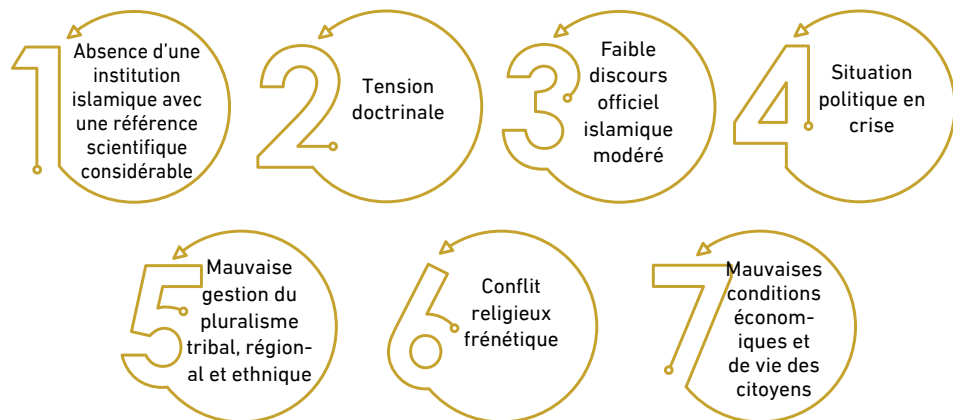
#### Défis de la confrontation

En dépit de cette baisse qualitative de l'ampleur des opérations terroristes de Boko Haram, le véritable pari

pour confronter les idées extrémistes repose sur les approches formatives de base de l'individu. Elle s'appuie sur les antécédents et les véritables raisons qui ont alimenté ce phénomène. Si limiter l'escalade de ce phénomène nécessite une approche globale, l'adoption de méthodes pédagogiques permettant au caractère de l'individu d'être immunisé contre toute pensée extrémiste ou violente, et faisant de lui un partisan du dialogue, de la différence et de la tolérance, est une approche essentielle pour lutter contre ce phénomène. L'un de ces enjeux consiste à accorder plus d'attention aux aspects d'investissements réels dans le développe-

de collecte de renseignements. En plus d'accroître le niveau de la coopération entre le Nigéria et les pays voisins dans le domaine du partage du renseignement, et de renforcer les contrôles aux frontières et continuer de soutenir la communauté internationale.

#### Pourquoi Boko Haram est-il apparu au Nigéria?



# Indice Mondial de la Paix 2019

**L'**Indice mondial de la paix (Global Peace Index - GPI) est un rapport annuel qui surveille l'état de la paix dans le monde et classe 163 pays de neuf régions du monde en fonction de leur niveau de paix. Il a été fondé par l'Australien Steve Killelea et est publié par l'Institut d'économie et de paix à Sydney.

Dans sa treizième édition, l'indice présente un rapport contenant les données analytiques les plus complètes adoptées en paix, mettant l'accent sur leur valeur économique, leurs tendances et les moyens de développer des sociétés pacifiques.

Les résultats de l'indice 2019 ont montré pour la première fois en cinq ans, une légère amélioration de 0,09% par rapport à l'an dernier, 86 pays ayant enregistré une amélioration contre 76 en baisse.

- Au niveau régional, la région MENA reste la moins pacifique, avec quatre pays au bas de l'indice. Outre ces quatre pays, aucun pays de la région n'a dépassé la moyenne de 30 de l'indice. La région la plus pacifique au monde est l'Europe qui a enregistré une légère amélioration de l'indice après un recul de plusieurs années, vingt-deux pays de la région européenne ayant enregistré une nette amélioration de l'indice.

- Au niveau partiel de l'indice, 8 des 23 indicateurs ont enregistré une nette amélioration au cours de l'an dernier, 12 indicateurs ont diminué, tandis que 3 sont restés inchangés.

Les domaines les plus notables sont la sécurité et la militarisation, qui ont connu la plus grande amélioration dans trois domaines de l'indice:

- Dépenses de maintien de la paix.

- Dépenses militaires consacrées au PIB.

- Exportations d'armes.

La réduction par 72 pays, de leurs dépenses militaires par rapport au PIB a eu un impact sur l'indice de 2019, principalement en Afrique subsaharienne, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

### Tendances

• Le taux global de paix dans le monde s'est détérioré depuis 2008 de 3,78%. Quarante-vingt-un pays ont reculé en paix, au cours

de cette période, contre 81 pays qui se sont sensiblement améliorés.

• L'écart entre les pays les plus pacifiques et les moins pacifiques de l'indice s'est davantage creusé: depuis 2008, les 25 pays les moins pacifiques ont baissé de

• L'échelle d'impact du terrorisme a considérablement diminué au niveau mondial. Bien qu'il y ait une augmentation de 64% dans les pays où les activités terroristes ont augmenté, le nombre de décès dus au terrorisme a globalement

ship dans les pays les plus influents a baissé: la confiance dans le leadership américain étant tombée au maximum au cours des cinq dernières années. Elle a augmenté en Chine.

• Près de 971 millions de personnes vivent dans des zones gravement ou très gravement touchées par le changement climatique, dont 400 millions (soit 41%) dans des zones où le taux de paix est bas.

### À propos de l'indicateur

L'indice mondial de la paix utilise 23 mesures quantitatives et qualitatives, qui mesurent le niveau de paix dans les pays dans trois domaines:

**Le premier: les conflits locaux et internationaux courants,**

**Le deuxième : mesure le niveau d'harmonie et de disparité entre les classes, les catégories et les individus du pays en adoptant dix mesures appelées sûreté et sécurité sociale, telles que: taux de criminalité, taux d'activités terroristes et de manifestations violentes, harmonie dans les relations entre pays voisins, stabilité politique et nombre de personnes déplacées ou déplacées.**

**Le troisième : est celui de la militarisation. Il aborde la part des dépenses militaires dans le produit brut, le nombre de personnel militaire dans l'État et l'ampleur de la contribution financière de l'État aux missions de maintien de la paix.**

11%, tandis que les 25 pays les plus pacifiques se sont améliorés de 1,8%.

• Le conflit au Moyen-Orient est devenu le principal moteur de la détérioration de la paix dans le monde.

• Deux des trois principaux domaines de l'indice ont baissé et un s'est amélioré: le domaine des conflits courants a baissé de 8,7%, le secteur de la sécurité et de la sûreté a baissé de plus de 4%, tandis que celui de la militarisation s'est amélioré de 2,6%.

diminué depuis 2014.

• Le nombre de personnes tuées dans les conflits entre 2008 et 2014 a enregistré une nette hausse pour atteindre 140%. Il est descendu cependant depuis 2014, à 26,5%.

• Malgré le déclin du niveau de paix dans le monde, le taux global de satisfaction et de bien-être, la perception de la sécurité et la confiance en la police et dans l'armée locales ont augmenté.

• La perception du leader-

### Impact de la violence et du terrorisme sur l'économie mondiale

L'impact de la violence sur l'économie mondiale a pour la première fois depuis 2012 diminué de 3,3%, soit 475 milliards de dollars sur 14,1 milliards de dollars en 2018, ce qui correspond à 11,2% du PIB mondial. Cette légère amélioration de l'impact de la violence sur l'économie mondiale s'explique par la diminution du nombre des conflits armés, en particulier en Iraq, en Colombie et en Ukraine, qui a diminué en 2017. L'impact du terrorisme sur l'économie mondiale était en 2018, à son niveau le plus bas, avec une baisse de 48% par rapport à 2017. Des pays tels que la Syrie, l'Afghanistan et la République Centre Africaine sont restés en 2018, les plus touchés par le coût économique de la violence en pourcentage du PIB équivalent à 67%, 47% et 42%.

# L'héritage de la terreur noire

**Les familles de Daech: Victimes ou criminels?**

■ La Rédaction

Le prétendu État islamique de Daech a pris fin ou Presque. Son héritage amer comprenant des milliers de femmes et d'enfants de familles de Daech, est devenu un dilemme mondial qui plane sur la communauté internationale tout entière et devrait se poursuivre pendant de nombreuses années, en particulier les femmes et enfants de combattants étrangers venus de pays autres que l'Irak et la Syrie se battre pour Daech et que leurs pays refusent de recevoir.

Bien qu'il n'y ait pas de décompte précis des familles de Daech, elles inquiètent le monde. Selon les statistiques de la Commission européenne, plus de 42000 combattants étrangers ont adhéré à des organisations terroristes entre 2011 et 2016. On estime que près de 5 000 d'entre eux seraient originaires d'Europe. 9 000 combattants de l'Etat islamique environ, ont été capturés en Syrie. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), plus de 90% des habitants du camp d'Al-Houl, dans le nord de la Syrie, sont des femmes et des enfants, et 65% de la population du camp, qui compte environ 13000 tentes ont moins de 12 ans, dont 3000 enfants non accompagnés! Dans les camps dans le nord de la Syrie, attribués par les Forces démocratiques syriennes (SDF) aux femmes non-syriennes et non-irakiennes appartenant à l'Etat islamique, 12 000 femmes et enfants de 46 nationalités différentes se trouvent toujours en dehors des camps. L'UNICEF estime qu'il y a 29 000 combattants étrangers en Syrie, dont les deux tiers en provenance d'Irak. Le coordinateur des médias de la SDF a révélé qu'il y avait 8000 enfants de père et de mère de Daech. Il a déclaré dans une déclaration à l'AFP, que 800 enfants et femmes seraient remis en liberté et auraient quitté le camp, sous caution de cheikhs et de notables des tribus de la région de Raqqa et de Tabqa.



En Irak, après la libération de Mossoul du contrôle de l'Etat islamique et la capture de ses familles, les autorités irakiennes ont arrêté 1800 enfants et femmes de divers pays, tels que les États-Unis, la Turquie, la Russie, la Chine, la Thaïlande, des pays européens et d'autres pays. Alors que les familles de Daech étaient isolées dans des camps privés en dehors des

**Plus de 90% de la population du camp d'Al-Houl dans le nord de la Syrie, qui compte environ 13000 tentes, sont des femmes et des enfants, 65% d'entre eux ont moins de 12 ans, dont 3000 enfants non accompagnés**

ville, des familles étrangères ont été transférées à la prison de Tasfirat Al-Russafa, où a été créé un tribunal antiterroriste. L'Irak a accueilli 600 femmes et enfants syriens pour qu'ils y soient jugés. Le gouvernement irakien a également mis en place un tribunal d'investigation central du côté d'Al-Karkh de Bagdad afin d'entendre leurs affaires. 100 femmes et enfants ont été libérés pour manque de preuves et déportés dans leur pays d'origine, tandis que 500 autres attendent les résultats de leurs enquêtes. Les détenus comprennent plus de 30 femmes et enfants de nationalité américaine, 25 de nationalité française, 18 Britanniques, ainsi qu'un plus petit nombre de ressortissants du Danemark, de Suède, de Finlande, de Norvège et d'autres pays. À l'ouverture de la quarante et unième session du Conseil des droits de l'homme à Genève le 24 juin 2019, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a révélé la détention de plus de 55000 hommes, femmes et enfants soupçonnés d'être des combattants de l'Etat islamique en Irak et en Syrie et a

déclaré que la plupart d'entre eux sont syriens ou irakiens, mais qu'ils incluent des combattants étrangers de près de 50 pays. Mme Bachelet a précisé que plus de 11000 membres de la famille de présumés combattants étrangers appartenant à l'Etat islamique étaient toujours détenus dans le camp d'Al-Houl, dans le nord-est de la Syrie.

#### **Positions différenciées**

Le problème des familles appartenant à l'Etat islamique ayant la citoyenneté irakienne ou syrienne peut être facilité dans le contexte de la réconciliation nationale, y compris la poursuite des personnes impliquées dans des crimes. Le problème le plus complexe réside néanmoins dans les familles de Daech non irakiennes ou syriennes, nombre de leurs pays refusant de les recevoir.

Malgré l'espoir que ce problème sera résolu par le consensus des pays européens sur la nécessité de restaurer les enfants de moins de 10 ans, la mise en œuvre de ce consensus n'a pas encore vu la lumière! Peu d'enfants ont

**Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés: Plus de 55000 hommes, femmes et enfants sont soupçonnés d'être des combattants de l'Etat islamique en Irak et en Syrie, y compris des combattants étrangers originaires de près de 50 pays.**

été retrouvés et les pays européens réservent les noms et données des familles de Daech et imposent aux enfants qu'ils récupèrent, des conditions: notamment la preuve que l'un des parents est européen et qu'il existe des preuves concluantes, telles que la survie d'un parent; conditions difficiles pour des milliers d'enfants nés de mariages transnationaux non documentés

par des contrats de mariage ou des identités fixes des époux. Leur nationalité et d'autres documents restent insurmontables par rapport aux lois en vigueur, ce qui complique davantage ce dossier épineux.

La crise des familles de l'Etat islamique fait partie d'une crise plus grave: le retour des combattants de l'Etat islamique dans leurs pays d'origine après la défaite du groupe et la disparition de son État, une question controversée parmi les alliés qui se sont battus et ont renversé l'Etat islamique. Ainsi par exemple, après la décision soudaine du président Trump, d'accepter le retour des Daesh américains, ainsi que leurs fils et filles, il a appelé les pays européens à faire de même avec leurs citoyens de l'EI, mais les positions de ces pays sur le retour de leurs citoyens ayant rejoint les rangs de l'Etat islamique ont varié entre ceux qui l'approuvent, ceux qui s'abstiennent et ceux favorables au retour.

Le premier pays européen à reprendre ses citoyens est la République de Macédoine du Nord, où sept combattants ont été récupérés et jugés. L'Allemagne a annoncé qu'elle envisageait toutes les options pour le retour des ressortissants allemands. Le ministère allemand de l'Intérieur a souligné qu'un tiers de ses 1 000 ressortissants, susceptibles d'avoir rejoint l'EIIL en 2013, sont rentrés et que beaucoup d'entre eux ont été jugés et soumis à des programmes de réhabilitation.

A Paris, la ministre française de la Justice a déclaré que la France ne prendra pour le moment, aucune mesure en vue de récupérer les Français parmi les combattants de l'Etat islamique, et que ceux-ci seront récupérés sur le principe de (cas par cas). La Belgique a déclaré qu'elle appliquerait le même principe aux enfants belges issus de familles Daesh âgées de 10 à 18 ans. Alors que la Turquie a reçu entre-temps, 188 enfants âgés de neuf mois à 18 ans. La Russie, l'Ukraine,

l'Azerbaïdjan, le Daghestan, la Macédoine et la Tchétchénie ont de leur côté, accueilli 200 enfants et femmes. La France a récupéré cinq orphelins de combattants français et le Kazakhstan, 156 enfants.

Après le retour de 16 personnes et l'assassinat de 27 Daech suisses, la ministre suisse de la Justice et de la Police, Karen Keller-Sutter, a été interrogée sur l'existence d'enfants suisses qui seraient impliqués dans cette affaire, elle a répondu: "Oui, nous pensons qu'il y a des enfants, mais ce ne sont pas nécessairement des enfants... Il y a une différence entre jeunes enfants

**Les pays européens réservent les noms et données des familles Daech et fixent des conditions difficiles à remplir pour les enfants retrouvés.**

et adolescents âgés de 15 ans, et nous savons qu'il y en a parmi eux qui sont des militants! La ministre a d'autre part évoqué la situation de certaines femmes ayant rejoint l'EI en Syrie et en Irak: "Certaines militantes encouragent les hommes. La question n'est pas facile à résoudre et nous devons examiner chaque cas individuellement", a-t-elle déclaré.

**Un problème complexe**

L'enjeu de la question des familles de Daech est multidimensionnel: ceux qui abordent la dimension humanitaire, à l'instar des organisations internationales de défense des droits de l'homme, adoptent sans réserve, une solution pour le retour de ces femmes et enfants dans leur pays; tandis que quiconque prend en compte les multiples dimensions du problème réalise la complexité et la difficulté de trouver des solutions rapides et efficaces.

Les organisations de défense des droits de l'homme sont presque unanimes sur le fait que les enfants de l'EI sont



plus des victimes que des criminels. Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a appelé à autoriser des centaines d'enfants étrangers de combattants de l'EIL

**De nombreux pays occidentaux refusent de récupérer des enfants de Daesh, craignant qu'ils ne se transforment en projets extrémistes à l'avenir, la plupart rejettent le retour des femmes, beaucoup d'entre elles ayant été impliquées dans des actes terroristes.**

en Syrie à rentrer chez eux. Joe Baker, directrice de la Division des droits de l'enfant de Human Rights Watch a condamné la détention, la torture et les poursuites à l'encontre des enfants accusés d'appartenir à Daech quel que soit leur niveau d'implication dans cette organisation. "Cette approche est injuste et aura des conséquences négatives durables pour beaucoup de ces enfants" a-t-elle souligné. Sonia Kush, directrice du bureau syrien de (Save the Children), a pour sa part déclaré: «Tous ces enfants qui ont des liens réels ou supposés avec Daech sont victimes de ce conflit. Lita Taylor, responsable de la lutte contre le terrorisme de ( Human Rights) Droits de l'homme Watch, a déclaré de son côté: "Plus les enfants y restent, plus ils sont enclins à l'extrémisme et au terrorisme et à adopter cette idéologie; ce qui exige d'accélérer les procédures de leur recouvrement et de les intégrer dans de nouvelles sociétés.

"L'EILS est l'une des priorités les plus importantes de la sécurité nationale occidentale depuis des années, mais maintenant que l'État a perdu son territoire, il est devenu difficile de se concentrer sur ce qui s'y passe, et il est facile d'attirer l'attention sur la men-

ace plutôt que sur le problème humanitaire.", a déclaré la responsable de la guerre contre le terrorisme, à Droits de l'homme ( Human Rights) Watch.

Si cela se déroulait comme prévu par les organisations internationales de défense des droits humains, des solutions rapides pourraient être trouvées à ce problème complexe, mais de nombreux pays occidentaux hésitent à reprendre les enfants de Daesh de peur de les transformer en futurs projets extrémistes. Ceux qui rejettent le retour des familles de Daech affirment que même ceux qui n'étaient pas des combattants avaient souillé l'esprit des membres de l'organisation et que leur simple séjour sur le territoire de l'Etat islamique a constitué une forme de soutien et de propagande pour l'organisation. Ils font valoir que lorsque les enfants seront rapatriés, des pressions seront exercées pour rapatrier

**La question des familles Daech est multidimensionnelle: seuls ceux qui traitent de sa dimension humanitaire, comme le font les organisations internationales de défense des droits de l'homme, adoptent leur retour dans leur pays d'origine, sans réserve. Quiconque prend en compte les multiples dimensions du problème est conscient de la complexité et de la difficulté de trouver des solutions rapides et efficaces**

les non-combattants, puis pour exiger de récupérer les combattants eux-mêmes.

L'opposition au retour des femmes de l'Etat islamique est de loin, plus sévère que celle au retour des enfants: beaucoup de ces femmes ayant été

impliquées dans de véritables actes terroristes. Une étude de l'expert en extrémisme Ross Frennett a montré que la loyauté envers la cause est aussi forte chez ces femmes que chez les hommes et qu'elles agissent en tant que promotrices d'attaques terroristes. Il a cité l'histoire d'un bataillon de femmes fondé par l'organisation, pour leur imposer un engagement envers les enseignements de la Charia et les forcer à adopter un certain style de vie et de vêtements, sur les territoires contrôlés par Daech en Syrie. Lorsque quelques-unes des 600 femmes du bataillon ont été interrogées sur leurs pratiques, elles ont affirmé qu'elles avaient pendant leur service, torturé des prisonniers et qu'elles appréciaient ce qu'elles avaient fait!

Ces convictions font craindre que de telles femmes ne soient une source constante pour nourrir toute une génération d'extrémistes. D'autres soutiennent que la réinstallation et la réintégration des femmes de Daech au moyen de programmes intensifs et d'un contrôle vigilant constituent une solution typique et viable sur le terrain, comme l'a fait l'Allemagne avec les combattantes et les épouses de combattants qui sont rentrées chez elles. Le pouvoir judiciaire rend des peines peu sévères et peut aller jusqu'à tolérer les épouses et ne pas les poursuivre, dans le cas où elles ne sont pas impliquées; dans un effort visant à s'assurer que les suspectes soient mieux loties.

Ceci a été corroboré par les enquêtes réalisées avec de nombreuses détenues, qui ont révélé qu'elles ne sont pas toutes des (femmes de Daech) et que le pourcentage de ce groupe de femmes parmi les détenus est faible. Les entretiens fréquents qui ont eu lieu avec elles ont montré que beaucoup de femmes ont été attirées ou forcées de rester avec leurs maris, qu'elles n'ont pas s'échapper et qu'elles n'ont jamais eu d'idées pour soutenir l'organisation.



## La CIMCT publie un glossaire de Terminologie du terrorisme

### ■ La Rédaction

La terminologie est une base importante dans les processus scientifiques, intellectuels, culturels, politiques et de sécurité; les visions et idées, voire les plans et programmes étant souvent basées sur ces termes. Toutefois, le terme peut comporter plus d'une interprétation, d'où naît le contraste entre ses connotations privées et celles générales. Ainsi, l'étude de la terminologie, la définition de ses significations et l'identification de ses implications sont devenues une nécessité de la connais-

sance à l'époque actuelle. Développer, interpréter et étudier les termes sont devenus une tâche sur laquelle se penchent les centres de recherche, les institutions scientifiques sobres, ainsi que les milieux politiques et juridiques; avant de se lancer dans des pratiques pouvant les introduire dans un cercle de différences et de conflits.

La question du terrorisme est à l'ère moderne, la manifestation la plus évidente de l'importance de ce terme, la nécessité de définir de manière stricte le terme "terrorisme" et de

l'énoncer clairement et de manière concluante, bien que ce terme et questions connexes reste l'objet de différends entre cultures et états, entités locales et internationales.

Le terrorisme est aujourd'hui un phénomène mondial qui n'est lié à aucune religion, ni secte, ni race: nous nous devons de soumettre ses concepts, ainsi que tous les concepts connexes, à des tests et des critiques scientifiques, de manière à ce que les solutions que nous apporterons à tous les problèmes qui en découlent reposent sur des bases

solides et objectives.

### Une initiative pionnière

La Coalition islamique s'est de ce fait, engagée à lancer une initiative pionnière fondatrice qui définirait les paramètres scientifiques des travaux réalisés par la Coalition, en développant une encyclopédie ou un glossaire scientifique objectif complet, spécialisé dans la terminologie du terrorisme et bénéficiant d'une accréditation internationale et internationale, afin de combler une lacune dans les études contemporaines et pallier l'absence d'un tel ouvrage des bibliothèques

locales et internationales. L'on espère par ailleurs, que cet exploit deviendra une référence scientifique mondiale qui contribuera à l'identification des termes précis dans le domaine du terrorisme, et profitera en particulier, aux chercheurs spécialisés dans les études criminalistiques, intellectuelles, sociales et militaires, ainsi que pour les professionnels des médias, techniciens et économistes spécialisés dans le financement du terrorisme. Le glossaire veillera à collecter tous les termes liés au terrorisme, à les éditer avec précision et à en développer les définitions scientifiques et objectives, qui seront interprétées clairement de manière à en écarter tout ce qui risque de donner lieu à des malentendus, en prenant soin d'éviter toute utilisation abusive du terme. Le travail associera l'exactitude de l'expression qui est au cœur de la nature lexicale de la terminologie, à certaines caractéristiques des travaux encyclopédiques, dont notamment: l'extension des exemples et des annotations au profit du lecteur. Cette action ajoutera sans aucun doute un élément important aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme.

### **Plan fonctionnel**

Pour cette initiative, la Coalition a développé une approche scientifique et

un plan d'action précis, en mobilisant une équipe intégrée de professeurs d'universités, spécialisés dans les études médico-légales, intellectuelles, sociales, techniques, informatives, militaires et de sécurité. L'équipe a répertorié toute œuvre, publication, tract ou déclaration émanant des organisations terroristes et de leurs affiliés, et en recueillir les termes inclus. L'équipe a également suivi dans la mesure du possible, les études, recherches, articles, publications et déclarations de critiques du terrorisme, afin d'extraire la terminologie qu'ils incluaient.

Comme il figurait parmi les références des articles liés à l'encyclopédie, des noms d'encyclopédies, de dictionnaires et de la littérature, l'équipe est allée jusqu'à repérer les index dans différentes langues et les répertorier pour en recenser les termes pouvant être inclus dans notre travail.

En termes de rédaction, l'équipe scientifique a tenu à formuler les termes de manière scientifique objective et claire, à sélectionner le terme le plus courant, le plus utilisé, le plus adéquat parmi les multiples synonymes, celui abrégé, concis, et cohérent avec la discipline scientifique; et à choisir avec exactitude et précision de la signification.

Concernant l'interprétation des termes, une équipe de rédaction spécialisée a été chargée de formuler l'interprétation de la terminologie au sein de leurs disciplines, d'en formuler le sens dans un langage scientifique approprié, clair et neutre; à partir de l'énoncé de la signification linguistique du terme, de son environnement intellectuel et culturel, et du champ lexical de la spécialisation dans laquelle il est utilisé. Pour ensuite, procéder à l'explication graduelle du terme en passant en revue les développements intellectuels historiques qui s'y sont déroulés et ses différentes connotations dans des contextes diversifiés, jusqu'à ce que le sens en soit établi selon les lexiques communs de nos jours, avec le sens conforme à une compréhension juste et objective, sans toutefois prêter attention aux perceptions erronées ni aux interprétations hâtives d'interprètes non qualifiés.

### **Précautions**

Étant donné que la terminologie de l'encyclopédie traite des questions sensibles, prudence et réserves devaient être observées en abordant quelques questions d'ordre religieux, culturel, politique ou de sécurité. Il est impératif que de telles questions doivent être éditées avec soin et objectivité, afin d'éviter toute connotation négative.

Des professeurs d'université expérimentés et des chercheurs de différents pays ont été mandatés pour éditer ces termes. La rédaction et une première révision ont déjà été achevées. L'encyclopédie est en ce moment en cours de discussion, phase pendant laquelle les termes sont étudiés et soumis à une revue de groupe.

Une fois les travaux terminés, ils seront envoyés à un certain nombre de scientifiques et de professeurs chevronnés pour les évaluer et en juger la crédibilité et la conformité aux contextes requis, puis les optimiser et les enrichir ou s'en dispenser, afin de pouvoir enfin en publier une version pouvant être approuvée.

Il convient de noter que l'encyclopédie comprend quatre sections principales correspondant aux domaines de travail de la Coalition islamique militaire pour combattre le terrorisme et inclut en conséquence, des termes relatifs au domaine intellectuel, d'autres liés aux médias, des termes du lexique financier (financement du terrorisme) ou de celui du militaire.

L'encyclopédie sera publiée dans les trois langues de la Coalition: L'arabe, l'anglais et le français. Elle sera largement diffusée dans ses plateformes médiatiques.

# La Jordanie

## face au terrorisme

### Approches militaires, d'autres douces

■ Dr Mohammed Arif Alazamat<sup>(\*)</sup>

**En** raison de sa situation géographique au cœur de la tempête, la Jordanie a subi au cours des trois dernières décennies, les lourdes conséquences du chaos et du conflit qui ont secoué et continuent de sévir dans cette région instable.

À l'instar d'autres voisins arabes, la Jordanie a fait l'objet de nombreuses attaques terroristes visant à sa sécurité et sa stabilité. Ces attaques se sont intensifiées avec l'émergence, l'expansion et la propagation du Groupe État Islamique à proximité, qui a facilement attiré des jeunes jordaniens afin qu'ils appliquent ses plans fondés sur la violence et la brutalité. Pour faire face à la menace terroriste, l'État jordanien a adopté un certain nombre d'approches douces et militaires qui ont donné des résultats remarquables.

(\*) Chercheur dans les affaires d'extrémisme et du terrorisme  
Fondateur et ancien directeur du Centre jordanien de lutte contre l'extrémisme intellectuel

## **La menace terroriste pour la Jordanie**

L'histoire jordanienne moderne avec le terrorisme a commencé au début de ce millénaire, lorsque les services de sécurité jordaniens ont déjoué un complot visant des sites touristiques et des personnalités politiques et étrangères, puis ont annoncé l'arrestation de treize personnes, dont un irakien et un algérien qui avaient vécu l'expérience de l'Afghanistan. L'histoire a porté sur l'assassinat en 2002, à Amman, d'un employé de l'USAID, Lawrence Foley, par une cellule d'Al-Qaïda. Pour en arriver à "Jayyousi", lorsque les forces de sécurité ont contrecarré en avril 2004, le complot d'une vaste attaque chimique visant le bâtiment du renseignement, l'ambassade des États-Unis à Amman et le bâtiment du Premier Ministre. Les forces de sécurité ont saisi 20 tonnes d'explosifs chimiques qui auraient pu tuer et blesser des dizaines de milliers de personnes.

Le premier chapitre de l'histoire était achevé en 2005 lorsque trois attaques terroristes simultanées utilisant des ceintures explosives contre trois hôtels du centre d'Amman ont coûté la vie à 57 personnes et fait des centaines de blessés. L'une des opérations les plus importantes et les plus dangereuses de l'histoire de la Jordanie.

Au milieu de cette tempête terroriste qui a balayé le

monde, la Jordanie s'est rendue compte qu'elle n'était pas à l'abri de la menace et des maux des organisations terroristes.

Le deuxième chapitre de l'histoire de la Jordanie avec le terrorisme était le titre le plus marquant de l'exécution par l'organisation terroriste "Daech", du pilote jordanien Muath Kasasbeh, incendié en 2015 d'une manière horrible qui a profondément brûlé la conscience jordanienne dans tous ses spectres. L'année 2016 a été marquée par plusieurs événements successifs, notamment: la mort d'un officier des forces armées jordaniennes après la prise de contrôle du domicile d'une cellule affiliée à l'État Islamique (Daech), dans la ville d'Irbid (nord du pays), au cours de laquelle sept membres de la cellule armée ont été tués et d'autres arrêtés. Sept soldats des forces armées ont été martyrisés et quatorze autres blessés, après avoir été pris pour cible par une voiture piégée envoyée du côté syrien dans la région frontalière de Rukban. En décembre 2016, lors d'une série d'opérations à Karak, des terroristes ont ouvert le feu sur la citadelle historique de Karak, tuant dix personnes, dont sept membres des forces de sécurité et un touriste canadien, et en blessant 34 autres. Des membres de la cellule ont tué cinq membres des forces de sécurité et de la gen-

darmerie, en ont blessé 11 autres, et ont arrêté un.

La conclusion du deuxième chapitre s'annonça avec l'attaque terroriste de 2018, quand une cellule de Daesh a bombardé une patrouille de sécurité dans la ville d'Al-Fuhais, à Balqa, sans faire de victimes; suivie d'un affrontement armé avec une cellule terroriste à Salt, dans le centre du gouvernorat, tuant 5 membres des forces de sécurité et 3 hommes armés. Cinq autres ont été arrêtés, et des dizaines furent blessés.

Avec la participation de milliers de jeunes Jordaniens sur les fronts syrien et irakien et l'absence d'une vision claire de leur sort ou de modalités pratiques pour leur retour, les chapitres de l'histoire du terrorisme en Jordanie restent évolutifs, ce qui a contraint l'État à adopter une stratégie globale capable de relever les défis pouvant survenir dans un avenir proche ou lointain.

### **Approche de sécurité militaire**

Depuis le déclenchement en 2011, de la crise syrienne, les institutions politiques et de sécurité jordaniennes ont suivi de près la situation en Syrie. Au cours des trois premières années, la Jordanie s'est abstenue de toute implication directe dans le dossier de ce pays, se bornant à prêter attention à la question humanitaire des réfugiés syriens. Cependant, depuis 2014, les

crises irakienne et syrienne ont été étroitement liées à l'extension du contrôle de Daech sur de larges pans de l'Irak et de la Syrie et à la déclaration de l'ambition sans réserve du Califat Islamique d'étendre son expansion à la région et au monde.

Sur la base de ces développements, la Jordanie est devenue l'un des pays les plus menacés par cette organisation, en raison de la situation géographique proche de l'Irak et de la Syrie.

Avec la visibilité de la coalition internationale contre Daech qui a réuni en août 2014, à la suite d'attaques militaires contre des positions de l'État Islamique (Daech) en Irak et en Syrie, plus de 60 pays dirigés par les États-Unis, la Jordanie n'a trouvé aucune alternative qu'à la participation active. Ainsi, depuis le 23 Septembre 2014, les avions de l'armée de l'air jordanienne, ont participé de concert avec les États-Unis et d'autres pays, à des raids aériens contre des cibles vitales de l'État Islamique dans les zones de déploiement de celle-ci à Raqqa, Deir Ezzor, Albukamal, Hassakah et à d'autres, afin d'éliminer les combattants de l'Etat Islamique (Daech) et de détruire ses centres de commandement et de formation, ses équipements et ses zones d'approvisionnement en armes.

La Jordanie a soutenu les partis de la coalition in-

ternationale aux niveaux du renseignement et de la logistique, en fournissant installations, bases militaires et aéroports... pour mener des frappes sur les sites de l'organisation en Syrie et en Iraq.

Depuis l'expansion de l'organisation en Iraq, la Jordanie s'emploie à développer ses relations avec les tribus sunnites d'Al-Anbar dans le but d'affaiblir l'organisation, de la priver de son incubateur populaire et d'établir un obstacle important à son ambition de se développer aux dépens du territoire jordanien. Elle a fourni au gouvernement irakien les renseignements nécessaires et une aide à la formation et s'est particulièrement distinguée dans sa lutte contre la menace d'"ISIS", à travers la "politique de coussin" qu'elle a développé, en établissant un réseau de relations sociales et de sécurité avec les tribus et les parties prenantes de l'Ouest de l'Iraq et du Sud de la Syrie.

Concernant la Syrie, la Jordanie a noué avec les tribus et partis influents du sud de la Syrie, des relations étroites et des alliances qui contribueraient à renforcer le rôle de l'Armée libre, à contrôler la conduite de l'opération militaire à Horan et à affaiblir la présence de l'ISIS et de Jabhat al-Nusra dans ces régions. La Jordanie a d'autre part, étendu ses alliances à la campagne de Deir Ezzor et à la région

orientale de la Syrie, adjacente au camp Rukban où se trouvait l'Etat Islamique (Daech). La politique dite "politique de coussin" a permis de créer des conditions importantes pour la protection de la sécurité nationale jordanienne.

Sur la base de sa conviction de l'importance du rôle de la Russie en Syrie et dans une tentative de créer des "zones de désescalade" sur la frontière jordano-syrienne, la Jordanie s'est ouverte en coordination avec les États-Unis, à la partie russe afin de trouver dans le sud de la Syrie et dans le cadre d'un accord conclu en juillet 2017, des arrangements assurant la sécurité nationale. Selon cet accord, le cessez-le-feu le long des lignes de contact était suspendu, en vertu de l'accord du gouvernement syrien et des forces associées, d'une part, et des forces de l'opposition armée syrienne, de l'autre. L'importance de cet accord est qu'il constitue un pas en avant vers une réduction permanente de l'escalade dans le sud de la Syrie, mettant fin aux hostilités, rétablissant la stabilité et permettant l'accès humanitaire à cette région importante du pays. Fin août 2017, la Jordanie et la Russie ont annoncé l'activation du Centre d'Amman pour surveiller l'accord de cessez-le-feu dans les villes de Daraa et de Quneitra, et pour soutenir l'acheminement de l'aide humanitaire dans les régions du sud.

### Approche douce

Le message de Amman était la première approche intellectuelle adoptée par l'État jordanien dans la lutte antiterrorisme. Il s'agit d'une déclaration détaillée publiée le 9 Novembre 2004 par le Roi Abdullah II, dans le but de clarifier l'essence du véritable Islam et de montrer son image tolérante exempte d'extrémisme. Le message affirme le caractère sacré de la vie humaine et l'in-

**Toute approche efficace de lutte antiterroriste doit reposer sur deux piliers principaux: comprendre sa nature et ses racines intellectuelles, son contexte politique, économique et social et prendre en compte à la fois les dimensions sécuritaires et intellectuelles de lutte antiterroriste.**

admissibilité des attaques visant des civils pacifiques et leurs biens. Il affirme le caractère sacré de la vie humaine et l'inadmissibilité d'attaques visant des civils pacifiques et leurs biens, expliquant que les actes terroristes perpétrés par certains musulmans sont contraires à l'essence du véritable islam. Le message de Amman promeut en outre, les dénominateurs communs entre les religions, les renforce et propose une approche du dialogue qui mènerait à davantage de convergence et de com-

préhension. Il s'agit d'un programme de plaidoyer approprié, basé sur la douceur, loin du durcissement et de l'hyperbole. Issu d'un dialogue islamique interne entre divers érudits musulmans, le message a permis de dégager un accord sur trois points principaux, connus sous le nom de: "Contenu du message d'Amman" et visant à dégager la définition du terme "Musulman" dans le cadre des diverses sectes et écoles où les érudits ont convenu que leurs adeptes sont musulmans, et qu'il n'est donc pas permis de les exier; à s'occuper des points communs entre ces sectes, toutes conformes aux principes de la religion - leurs différences étant confinées aux branches - tout en soulignant la nécessité de ne pas s'attaquer à la Fatwa par des personnes non qualifiées ou prétendant l'Ijtihad, ni d'introduire de nouvelles doctrines ou Fatwas contraires aux règles et aux principes de la charia. L'Initiative de la Parole commune ou "Common Word Initiative" est la deuxième approche intellectuelle. Elle a été approuvée par d'éminents érudits musulmans sous les auspices de l'Institut Royal "Aal al-Bayt" pour la pensée islamique et vise à promouvoir une culture d'harmonie et de paix entre les peuples et les religions et définir une plate-forme commune pour le dialogue et les relations entre musulmans et chrétiens. L'initia-



tive a été lancée en Octobre 2006, à travers une lettre ouverte dans laquelle 38 érudits musulmans de toutes les classes ont répondu au discours du pape Benoît XVI et ont parlé d'une seule voix des vrais enseignements de l'Islam.

Un an plus tard, les érudits ont élargi leur message: cent trente-huit érudits de toutes les écoles de pensée et écoles islamiques se sont réunis pour annoncer le document intitulé «Parole commune entre vous et nous», qui traitait du dénominateur commun entre le christianisme et l'islam. La version finale du document a été présentée à la conférence intitulée: "L'amour dans le Coran", organisée en Septembre 2007, par l'Académie Royale relevant de l'Institut Royal Aal al-Bayt pour la pensée islamique, sous les auspices du Roi Abdullah II.

Les participants à la conférence ont convenu que le dénominateur commun qui sert de base idéale pour le dialogue et la compréhension entre Islam et Christianisme est: l'amour de Dieu, du prochain et du bien. Le roi Abdullah II avait déjà lancé depuis 2010 devant l'Assemblée générale des Nations Unies, l'initiative "Semaine de l'harmonie interconfessionnelle" pour encourager les citoyens en général et les jeunes en particulier, à adhérer aux nobles principes de tolérance et de coexistence. Moins d'un

mois après, les Nations Unies ont adopté cette initiative à l'unanimité, marquant la première semaine de février "Semaine de l'harmonie interconfessionnelle".

L'idée de la Semaine de l'harmonie interconfessionnelle est basée sur le travail de pionnier de "l'Initiative de la Parole commune" et sur les concepts d'amour de Dieu, du prochain et du bien. Elle offre chaque année, une plate-forme d'une semaine pour démontrer la force des groupes de dialogue interconfessionnels et de bonne volonté.

Enfin, en 2014, le gouverne-



ment jordanien a élaboré un plan national de lutte contre l'extrémisme face à l'expansion de l'extrémisme et du terrorisme dans la région et dans le monde, en particulier l'organisation terroriste Daech, qui a atteint son apogée en 2014. Ce plan définissait les responsabilités de divers ministères et institutions dans la lutte efficace contre l'extrémisme et l'idéologie extrémiste. Il soulignait que la lutte contre l'extrémisme et l'hyperbole intellectuelle nécessitait

des efforts communs impliquant tous les aspects liés à ce phénomène: religieux, culturel, éducatif, social, économique et politique. Le Plan national de lutte anti-extrémisme a défini trois cadres principaux comme piliers du traitement intellectuel de la culture de l'extrémisme:

- Le premier: établir une véritable culture religieuse islamique fondée sur les objectifs de la charia islamique tolérante, qui visait à préserver les cinq objectifs fondamentaux qui garantissent le bonheur humain dans le monde, et l'au-delà, à savoir:

l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Ministère des Awqaf, des Affaires Islamiques et des Lieux Saints, le Ministère de la Culture, les institutions de la jeunesse et des médias et le Département de Fatwa.

En conclusion, on peut dire que toute approche efficace pour lutter contre le phénomène du terrorisme doit reposer sur deux piliers principaux:

- Comprendre la nature du terrorisme et ses racines intellectuelles, ainsi que les contextes politique, économique et social de

la préservation de la religion, de l'âme, de l'esprit, de la progéniture et de l'argent.

- Le deuxième: consiste à promouvoir une culture communautaire fondée sur le pluralisme politique et le respect des libertés publiques et des droits civils.

- Le troisième: instaurer les valeurs de tolérance et d'acceptation de l'autre, à travers toutes les institutions concernées par l'éducation et l'orientation, telles que: les Ministères de l'é-

son émergence, en plus d'une lecture attentive du phénomène du terrorisme au niveau national. Ceci aidera à élaborer des plans réalistes pour lutter contre cette organisation.

- Mettre l'accent sur la dimension intellectuelle, militaire et de la sécurité de la lutte antiterroriste, tout en passant en revue les plans et initiatives nationaux fondés sur les intérêts nationaux, étayés par des programmes d'action délibérés et des outils d'évaluation clairs.

# Blanchiment d'argent et financement du terrorisme



■ Dr Mohammed H. Al-Faidi(\*)

Le blanchiment d'argent est l'un des crimes financiers les plus graves qui ont des effets négatifs sur l'économie et la société et sont le dénominateur commun de tous les types de crimes et d'activités illégaux, y compris le financement du terrorisme. L'énoncé du lien entre le phénomène du blanchiment d'argent et le terrorisme exige que l'on évoque l'évolution historique du phénomène, clarifie les concepts qui y sont liés, ses différentes étapes, les moyens utilisés, en plus de faire la lumière sur ses effets et de préciser les moyens de le combattre.

## Revue historique

Des études historiques mentionnent que le terme: blanchiment d'argent (Money Laundering) a commencé à être utilisé de manière conventionnelle aux États-Unis, entre 1920 et

1930. Le personnel de sécurité américain ayant utilisé (blanchiment d'argent) pour dénoncer un phénomène criminel, que les gangs de la mafia étaient en train de mettre en place en établissant des blanchisseries afin d'investir l'argent qu'ils ont obtenu illégalement, tel que le commerce de la drogue, et cacher l'origine de ces fonds. Les revenus du commerce illicite étaient ainsi inclus dans les revenus quotidiens des blanchisseries, ces revenus étant taxés. Il a donc été dit que les profits du commerce illicite étaient blanchis. Tout comme les vêtements impurs sont lavés pour pouvoir être utilisés, les fonds d'origine criminelle doivent être nettoyés et échangeables.

Il est toutefois difficile de dire que le blanchiment d'argent sous cette

forme criminelle a commencé aux États-Unis, car il a été rapporté que les premiers blanchisseurs étaient plutôt des gangsters de la Chine ancienne, où le commerce et les profits qui en résultent étaient un moyen de cacher l'argent du crime dans les palais des souverains et de garder les yeux de la police et des autorités de l'accès à la réalité de la richesse de certaines familles qui se livraient au commerce pour dissimuler les fonds de la criminalité, en particulier les crimes de vol et de saisie de l'argent des paysans.

## Définitions révélatrices

Le terme «blanchiment d'argent», utilisé aujourd'hui par de nombreux organes législatifs et exécutifs, peut paraître à beaucoup d'entre nous, vague et incertain.

—  
- Chercheur économique

Le Fonds monétaire arabe a défini le blanchiment d'argent comme un ensemble de mesures visant à dissimuler la véritable source d'argent et de biens dérivés d'actes criminels, à légitimer ces fonds et à les réinjecter dans l'économie.

L'Agence monétaire saoudienne (SAMA) a souligné que le blanchiment d'argent est un processus utilisé par les criminels pour dissimuler la source d'argent illicite résultant d'activités criminelles telles que le trafic de drogue, l'extorsion et la fraude, la contrefaçon, la vente d'armes illégales, le vol et la corruption, le cambriolage et la contrebande, la prostitution, la cyber fraude, l'évasion fiscale, etc. Les blanchisseurs d'argent cherchent à cacher la source de ces fonds illicites, à les légitimer et à les utiliser librement.

#### **Phases et étapes**

Le blanchiment d'argent passe par trois étapes:

La première étape est la phase de recrutement ou de remplacement, qui consiste à essayer d'introduire des fonds provenant de crimes et d'activités illégales dans le système financier et bancaire.

La deuxième étape est la phase de couverture, qui repose sur une série d'opérations financières et bancaires visant à brouiller les sources de fonds illicites, puis à les séparer de leurs sources.

La troisième étape est la phase de consolidation, au cours de laquelle ces fonds sont réinjectés dans l'économie pour être légitimes.

Le blanchiment d'argent procure aux criminels un certain nombre d'avantages. C'est un moyen viable de se distancer de la suspicion d'activités criminelles génératrices d'argent, d'éviter poursuites et litiges, de veiller à ce que ces fonds soient conservés, qu'ils ne soient pas confisqués,

et qu'ils soient réemployés dans des activités illicites telles que le financement du terrorisme.

#### **Moyens et outils**

Les moyens de blanchiment d'argent se caractérisent par la modernité, l'apparition de nouvelles innovations et instruments financiers et bancaires, ainsi que par des mesures d'ouverture et de libéralisation financière et par la profondeur de l'intégration transfrontalière des systèmes financiers et bancaires. Compte tenu du caractère international des opérations de blanchiment d'argent et du fait qu'elles ne soient pas délimitées par des frontières géographiques, une seule opération peut souvent impliquer un grand nombre d'institutions financières et bancaires de différents pays..

#### **Les principaux moyens utilisés dans le blanchiment d'argent sont:**

- Création de sociétés et d'institutions à caractère commercial ou de service, en vue d'ouvrir des comptes auprès des banques et de déposer des espèces illicites, comme si elles résulteraient d'une activité légitime.

- Fragmentation des opérations de dépôt, en divisant les montants importants en un certain nombre de petits montants, en les déposant de différentes manières et en les distribuant à plusieurs villes et à des moments différents, d'une manière qui rend difficile de noter le grand volume d'argent déposé.

- Acquisition de marchandises précieuses telles que les antiquités, les bijoux, les tableaux rares, les biens immobiliers et les voitures de luxe... en payant leur valeur en espèces, puis les vendant contre des chèques bancaires (chèques) déposés dans des banques, sans éveiller les soupçons. De telles activités ne visent pas à réaliser des profits, car leurs propriétaires sont disposés à vendre pour

un prix inférieur au prix d'achat et à supporter des pertes pour cacher les sources de leur argent.

- Investissements en devises et dans des produits de base négociés en bourse. L'achat en espèces, la vente ainsi que le recouvrement de valeur via des instruments bancaires pouvant être facilement déposés dans les banques.

- Collusion avec des banques et des gouvernements qui ferment les yeux sur le blanchiment d'argent et fournissent la confidentialité requise aux titulaires de comptes, pour réaliser des intérêts communs.

Le financement du terrorisme utilise les mêmes moyens auparavant cités, à la différence près que les sources de financement dans le financement du terrorisme ne sont pas nécessairement illégales, alors que les sources de financement des crimes financiers sont inévitablement illégales.

#### **Effets et résultats**

Le blanchiment d'argent a des effets macroéconomiques négatifs: sa propagation dans une économie compromet la capacité des autorités à mettre en œuvre de manière adéquate les politiques macroéconomiques, en raison du manque de crédibilité des données et statistiques économiques disponibles, faute de mesure et de prévision de l'ampleur de ces opérations. En outre, les graves fluctuations dans les mouvements d'argent et des dépôts, ainsi que les flux associés au blanchiment d'argent affectent la stabilité du marché monétaire et de celui des changes. L'impact du blanchiment d'argent et des activités criminelles connexes sur la perturbation de la répartition des ressources et de la richesse dans l'économie ne doit pas être négligé. L'un des effets négatifs du blanchiment d'argent est la prolifération d'activités illicites telles que le trafic de drogue, la corruption

administrative et financière et autres, qui contribuent à la destruction de l'environnement social et moral des nations.

### **Contrôle et résistance**

Les efforts et la résistance au blanchiment d'argent ne doivent pas seulement être considérés comme appartenant à des organismes de lutte contre la criminalité, ils doivent être considérés comme d'importance générale pour la stabilité financière. L'importance de ce phénomène est apparue au cours des dernières années, compte tenu de la croissance annuelle importante du blanchiment d'argent pratiquée par le système financier et bancaire mondial, estimée par le FMI entre 600 et 1,5 milliard de dollars américains. Ces opérations représentent entre 20% et 50% du PIB mondial. Selon les estimations, le blanchiment d'argent dans le monde se chiffrait à 2 800 milliards de dollars.

Les questions de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les activités illégales ont fait l'objet d'une attention croissante de la part de divers acteurs politiques, économiques et bancaires internationaux. En 1989, le Groupe des Sept pays industrialisés a créé le groupe de travail sur l'action financière contre le blanchiment d'argent (GAFI) qui a pour objectif de sensibiliser les pays aux dangers du blanchiment d'argent, de formuler des recommandations à ce sujet et d'examiner en permanence les tendances en matière de blanchiment d'argent afin de prendre des mesures pour les combattre et de surveiller les progrès accomplis dans l'application de ces mesures et procédures.

Le groupe a formulé quarante conseils, qui sont devenus l'axe principal des plans et procédures de lutte

contre le blanchiment d'argent, et y a ajouté, après les événements du 11 septembre 2001 et l'émergence de la menace de financement du terrorisme, huit nouvelles recommandations. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié des documents et des lignes directrices conformes aux 40 recommandations, comprenant des procédures précises qui permettent de connaître les clients afin de renforcer la crédibilité du système bancaire et d'empêcher son utilisation à des fins illégales.

Il est important de noter ici que cette activité internationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ne s'est pas limitée aux institutions, organisations et groupes concernés par les activités économiques, financières et bancaires, mais a également inclus d'autres. Outre l'ONU et ses divers programmes, il existe des organisations anti-crime telles qu'Interpol.

Les pays islamiques ont tenu à coopérer aux efforts internationaux visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement de terrorisme.

Ils ont adopté une législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et mis en place des comités, organes et unités nationaux chargés de surveiller et de mettre en œuvre des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Des instructions détaillées ont été données aux institutions financières et bancaires sur les exigences de ces opérations et sur la réduction de leurs risques, en plus de la tenue de nombreux séminaires et ateliers de formation pour sensibiliser aux questions de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.



# Un numéro trimestriel qui marquera **Le lancement de la revue**

**Colonel Hassan bin Suleiman Al-Amri**

Les États Membres de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT), ainsi que d'autres pays dans le monde, ont tous été victimes de nombreux événements terroristes visant à déstabiliser, semer le chaos, terroriser les autres, assassiner les innocents, ruiner les biens publics et privés et répandre la corruption. Il s'agit en fait, du produit d'une pensée malade et du résultat d'une approche déviante qui échappe aux règles de la religion (toute religion), loin de toutes origines, méthodes et principes nobles.

À cet égard, l'appel lancé par le Royaume d'Arabie Saoudite à ses frères dans les pays islamiques a permis de réagir rapidement et répondre à l'établissement de cette Coalition qui compte 41 États membres, et qui survient dans des circonstances difficiles auxquelles le monde entier est confronté, et dont les pays ont souffert du fléau du terrorisme; fléau dont les objectifs, les noms et les attributs diffèrent, d'où cette alliance au bon endroit et au bon moment.

Les pays membre de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT) sont pleinement conscients de leur rôle influent au sein de la communauté internationale, tout en veillant à la sécurité dans leurs pays respectifs, quels qu'ils soient. Ils réalisent d'autant plus, que la lutte contre le terrorisme requiert une coopération internationale qui empêcherait d'accueillir des éléments et groupes terroristes et les dissuaderait d'exploiter le territoire de certains pays dans lesquels ils vivent et qui leur procurent un environnement d'accueil leur servant de tremplin à leurs activités.

Nous travaillons dur au sein du Secrétariat Général avec ses divers départements et sections et œuvrons sérieusement pour avancer, avec l'aide d'Allah, vers un horizon qui nous rapprocherait dans le cadre d'une action collective intégrée à la lumière d'une approche multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme par le biais d'initiatives intellectuelles, médiatiques, financières et militaires axées sur les valeurs de souveraineté, de coordination et de coopération.

À cette occasion et dans le domaine des médias, la Coalition a lancé plusieurs publications qui verront bientôt la lumière, y compris la (Revue de la Coalition) dont le premier numéro marquera le lancement d'un périodique qui contribuera à sensibiliser l'opinion publique, à l'éclairer et à présenter des opinions opposées dans le cadre de discussions calmes et sereines et d'exposés objectifs de tous les points de vue.

*Paix et Bénédiction d'Allah sur vous,,*

# Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le  
Centre de la CIMCT



Département Général de la  
Planification et de la Coordination

---

Numéro 1, Nov. 2019